

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de
Master
Spécialité : Audit et contrôle de gestion.**

THEME :

**L'audit externe à l'ère de la
digitalisation : défis et atouts.
CAS : une entreprise auditée par un
cabinet commissariat aux comptes.**

Présenté par :

Mlle. BELGACEM Amel

Encadré par :

Mme. BOUABBACHE Sihem

« Professeur »

Année universitaire

2023-2024

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de
Master**

Spécialité : Audit et contrôle de gestion.

THEME :

**L'audit externe à l'ère de la
digitalisation : défis et atouts.**

**CAS : une entreprise auditée par un
cabinet commissariat aux comptes.**

Présenté par :

Mlle. BELGACEM Amel

Encadré par :

Mme. BOUABBACHE Sihem

« Professeur »

Année universitaire

2023-2024

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : L'AUDIT ET LA TRANSFORMATION DIGITALE.....	6
Section 01 : Généralités sur l'audit.....	8
Section 02 : Le déroulement d'une mission de commissariat aux comptes et l'impact de la digitalisation sur celle-ci.	27
CHAPITRE II : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES CAS TRAITÉ AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT	52
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil : cabinet ZAZOUA	54
Section 2 : La mise en œuvre de la mission d'audit.	58
CONCLUSION GENERALE	81
BIBLIOGRAPHIES	
LES ANNEXES	

Dédicace

Avec l'expression de ma reconnaissance, je dédie ce modeste travail à ceux qui, quels que soient les embarras, je n'arriverai jamais à leur exprimer mon amour sincère. À l'homme, mon précieux don de Dieu, à qui je dois ma vie, ma réussite et tout mon respect : mon cher père Mohamed Taher.

À la femme qui a souffert sans me laisser souffrir, qui n'a épargné aucun effort pour me rendre heureuse : mon adorable mère Fatima.

À ma moitié, ma première motivation, ma source de courage et de soutien, ma chère sœur Sabrina.

À mes frères qui sont toujours à mes côtés, Saleh et Basma.

À mes petits adorables prince et princesse, Amjed et Ama, qui savent toujours comment procurer la joie et le bonheur à toute la famille.

À mon étoile, que je ne vois pas tout le temps, mais qui est toujours avec moi, Lawz.

À l'homme qui a toujours été fier de moi, Khelo Karim.

À mon âme sœur, mon duo pour la vie, qui me rend toujours heureuse, Malak, j'espère que notre amitié ne se terminera jamais.

À toute ma famille.

Remerciements

En préambule à ce mémoire, je tiens tous d'abord à remercier ALLAH le tout puissant et miséricordieux, qui m'a aidé et qui m'a donné la force, le courage et la patience d'accomplir ce modeste travail.

A ma directrice de recherche, professeur BOUABBACHE SIHEM je tiens à vous remercier d'avoir accepté de diriger mon mémoire de fin d'étude, merci pour votre bienveillance, votre disponibilité, votre professionnalisme et vos conseils précieux, ont été des atouts indispensables pour mener à bien ce travail.

Ce stage n'aurait pu se réaliser sans la contribution de certaines personnes. Mes remerciements s'adressent en premier lieu à mon maître de stage M. ZAZOUA Akram Djamel, pour m'avoir accueilli au sein de son équipe et m'avoir offert l'opportunité de réaliser ce stage. Je tiens à exprimer ma gratitude pour sa confiance, son aide et sa disponibilité tout au long de cette expérience enrichissante.

J'adresse mes sincères remerciements à Mlle KADRAOUI Imene. Ce stage sous sa supervision m'a permis d'approfondir mes connaissances et de développer des compétences essentielles dans mon domaine d'étude.

Je remercie également toute l'équipe du cabinet ZAZOUA, Lamia et Imane. Leur collaboration et leur soutien ont été d'une grande importance tout au long de mon stage. Leur expertise et leur partage de connaissances ont été des éléments clés dans mon apprentissage. Je suis reconnaissante de leur contribution à mon développement professionnel et de l'ambiance de travail agréable que nous avons partagée. Mes remerciements s'adressent à chaque membre de l'équipe pour leur Précieuse contribution à mon parcours.

J'adresse mes plus sincères remerciements à l'administration, en particulier au directeur des études Mr. BOUABDALLAH, ainsi qu'à l'ensemble du corps enseignant de l'École Supérieure de Gestion et Économie Numérique, pour leur assistance tout au long de nos études universitaires. Leur soutien constant, leurs enseignements de qualité et leur dévouement ont grandement contribué à notre parcours académique et à notre développement professionnel.

Enfin, je remercie tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail de recherche.

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Le rôle de l'audit financier dans l'entreprise	20
Figure 2: Les étapes de l'approche classique.....	29
Figure 3: les avantages de la digitalisation	43
Figure 4: Organigramme du cabinet.	54
Figure 5: Domaines d'intervention du cabinet.	55
Figure 6: Analyse SWOT du cabinet.....	56
Figure 7: organigramme de l'établissement audité.....	60
Figure 8: Programme d'audit de l'organisme audité	60

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: disparités entre audit externe et audit interne	14
Tableau 2: Comparaison entre les différents types d’audit légal et contractuel	18
Tableau 3: Présentation des normes internationales d’audit ISA	22
Tableau 4: Présentation des normes algérienne d’audit.....	24
Tableau 5: Les principaux effets de la digitalisation sur la profession d’audit	48
Tableau 6: pouvoir de signature bancaire.	62
Tableau 7 :test de conformité des pouvoirs des signatures bancaires.....	62
Tableau 8: Vérification de l’existence et de la tenue des livres légaux	64
Tableau 9: Présentation de l’actif non courants au 31/12/2023	65
Tableau 10: présentation de la masse immobilisations au 31/12/2023.....	65
Tableau 11: Présentation de l’actif courants au 31/12/2023.....	66
Tableau 12: Représentation des stocks et en-cours au 31/12/2023	66
Tableau 13: rapprochement entre les relevés bancaires et la balance générale au 31/12/2023.....	68
Tableau 14: analyse des suspens du compte 512000.....	68
Tableau 15: analyse des suspens du compte 512100.....	69
Tableau 16: analyse des suspens du compte 512000.....	69
Tableau 17: les comptes des virements de fonds.....	70
Tableau 18: Représentation des capitaux propres au 31/12/2023.....	70
Tableau 19: Représentation du passif non courant au 31/12/2023.	71
Tableau 20: passifs courants au 31/12/2023.....	72
Tableau 21: analyse fournisseurs au 31/12/2023.....	74
Tableau 22: vérification des salaires pour la direction générale.....	74
Tableau 23: vérification des salaires pour la direction de l’entreprise.	75
Tableau 24: L’état détaillé des rémunérations versés aux cinq (5) personnes les mieux rémunérées.....	75
Tableau 25: échantillon sur les comptes des charges.	75

Liste des abréviations

- AGE** : Assemblée Générale Extraordinaire.
- AGO** : Assemblée Générale Ordinaire.
- ATH** : Association Technique d'Harmonisation.
- BC** : Bon de commande.
- BI** : Business Intelligence.
- BL** : Bon de Livraison.
- CA** : Conseil Administration.
- CAC** : Commissaire au Compte.
- CASNOS** : Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés.
- CNAS** : Caisse nationale des assurances sociales.
- DA**: Dinars Algériens.
- DMS**: Daily Management System.
- ERP**: Enterprise Resource Planning.
- GAAP**: Generally Accepted Accounting Principles.
- IA** : Intelligence Artificielle.
- IBM**: International Business Machines Corporation.
- IFAC**: International Federation of Accountants.
- IFACI** : Institut français de l'audit et du contrôle interne.
- IFRS**: International Financial Reporting Standards.
- IRG** : Impôt sur le revenu global.
- ISA** : Indice Synthétique d'Activité.
- ISO**: International Organization for standardization.
- ML**: Machine Learning.
- MSA**: Master service Agreement.
- NAA** : Norme Algérienne d'audit.
- RPA**: Robotic Process Automation.
- SA**: Service Agreement.
- SAP**: Systems, Applications and Products.
- SCF** : Système Comptable Financier.
- SGI** : systèmes de gestion intégrés.
- SWOT**: Strengths, weaknesses, opportunities, and threats.

Résumé

À l'ère de la numérisation rapide, le monde des affaires subit une transformation sans précédent. Les entreprises opèrent désormais dans un environnement entièrement numérique et automatisé. Depuis l'avènement de la transformation digitale, elles sont confrontées à une multitude de défis et de risques inhérents au numérique, nécessitant une évaluation continue de leurs activités pour assurer l'atteinte de leurs objectifs prédéfinis.

Ce mémoire a pour objectif de fournir des éclairages pertinents dans le domaine de la digitalisation et l'audit externe, et d'analyser comment la digitalisation impacte ce processus.

Nous avons constaté que l'audit externe en Algérie se trouve à l'ère de la digitalisation, mais il n'est pas encore entièrement digitalisé. Ce secteur est en pleine transition vers l'adoption des technologies numériques, visant à moderniser et à optimiser ses pratiques pour répondre aux exigences contemporaines.

Mots- clés : Transformation digitale, audit externe, cabinet d'audit.

Abstract

In the era of rapid digitization, the business world is undergoing an unprecedented transformation. Companies now operate in a fully digital and automated environment. Since the advent of digital transformation, they have been confronted with a multitude of challenges and risks inherent in the digital realm, necessitating continuous evaluation of their activities to ensure the achievement of their predefined objectives.

This dissertation aims to provide relevant insights into the field of digitization and external auditing, and to analyze how digitization impacts this process. We have observed that external auditing in Algeria is in the era of digitization, but it is not yet fully digitized. This sector is in a transitional phase towards the adoption of digital technologies, aiming to modernize and optimize its practices to meet contemporary requirements.

Keywords: Digital transformation, external auditing, audit firm.

ملخص

في عصر الرقمنة السريعة، يشهد عالم الأعمال تحولاً غير مسبوق. تعمل الشركات الآن في بيئة رقمية بالكامل. منذ ظهور التحول الرقمي، تواجه الشركات مجموعة متنوعة من التحديات والمخاطر الكامنة في العالم الرقمي، مما يتطلب تقييمًا مستمرًا لأنشطتها لضمان تحقيق أهدافها المحددة مسبقًا. يهدف هذا البحث إلى تقديم رؤى ذات صلة في مجال الرقمنة والتدقيق الخارجي، وتحليل كيفية تأثير الرقمنة على هذه العملية. لقد لاحظنا أن التدقيق الخارجي في الجزائر يعيش في عصر الرقمنة، لكنه لم يتحول بالكامل بعد إلى الرقمنة. هذا القطاع في طور الانتقال نحو تبني التكنولوجيا الرقمية، بهدف **كلمات مفتاحية:** التحول الرقمي، التدقيق الخارجي، مكتب التدقيق. تحديث وتحسين ممارساته لتلبية المتطلبات المعاصرة

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

« Le numérique est notre avenir. Que ce soit dans le domaine de l'économie, de l'emploi ou de l'éducation, le numérique est un facteur indispensable à l'évolution, au progrès et à la pérennité de notre société. »

Angela Merkel

La révolution numérique et technologique entraîne des transformations profondes dans l'économie mondiale, impactant les emplois et les compétences. La période actuelle est marquée par une transition numérique d'une ampleur sans précédent. L'émergence des nouvelles technologies dans le monde des affaires est l'événement le plus significatif de cette décennie. Les technologies numériques se sont intégrées de manière incontournable dans nos vies quotidiennes et au sein des organisations. Leurs capacités avancées de traitement et d'analyse des données offrent des perspectives remarquables dans tous les secteurs d'activité. Conscientes de ces opportunités, les entreprises s'engagent activement dans un processus de transformation digitale.

La transformation digitale des entreprises ne constitue pas simplement une valeur ajoutée, mais représente une évolution culturelle fondamentale modifiant le fonctionnement global des organisations. Cette évolution, cruciale pour les stratégies de changement organisationnel, joue un rôle déterminant, combinée à d'autres facteurs, dans la réussite ou l'échec des initiatives de transformation. En associant judicieusement technologies, individus, processus et opérations, les entreprises acquièrent une capacité d'adaptation rapide face aux perturbations et opportunités, permettant de répondre aux besoins clients en constante évolution, tout en favorisant la croissance et l'innovation futures, parfois de manière inattendue.

À l'ère de la transformation numérique, les avancées technologiques bouleversent les paradigmes traditionnels de nombreuses professions, y compris celle de l'audit externe. Les technologies numériques. L'audit externe, qui a toujours joué un rôle crucial dans la transparence et la fiabilité des informations financières des entreprises, ne fait pas exception. Sa mission principale est de garantir que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière de l'entité auditée. Cependant, avec l'intégration croissante des technologies numériques, cette mission évolue, imposant aux auditeurs de nouvelles exigences en termes de

Introduction générale

compétences et de méthodologies. La digitalisation, loin de se limiter à une simple automatisation des tâches existantes, introduit de nouvelles approches et outils qui redéfinissent le paysage de l'audit. Le thème de ce mémoire intitulé "**L'audit externe à l'ère de la digitalisation : défis et atouts**", se propose d'explorer ces dynamiques en détail.

Le choix de ce thème de mémoire découle de plusieurs motivations. En premier lieu, la digitalisation joue un rôle crucial dans le paysage des affaires actuel, influençant de manière significative les processus organisationnels. Après avoir effectué notre stage pratique en 2023, à un cabinet d'audit à Alger, nous avons immergé dans une entreprise digitalisée, suscitant notre intérêt pour l'audit dans ce domaine. La transformation numérique offre des défis et des opportunités uniques, nécessitant une approche d'audit spécifique pour évaluer efficacement les processus et les contrôles. Cette expérience a renforcé notre désir d'explorer les méthodes et les outils adaptés à l'audit des entreprises digitalisées, afin de répondre aux exigences évolutives du marché. Enfin, cette recherche vise également à explorer de nouvelles perspectives et à anticiper les évolutions dans le domaine de l'audit externe en Algérie, contribuant ainsi à l'innovation et à la compréhension approfondie de ce domaine.

Plusieurs études académiques ont abordé des sujets qui se rapprochent de près ou de loin de notre thématique de recherches. Parmi celles-ci, on peut notamment mentionner :

1. NAFZAOUI Mohamed Achraf et EL ADIB Mohamed « L'Impact de la mise en place du digital dans un cabinet d'audit » Revue Internationale du Chercheur « Volume 1 : Numéro 3 » pp : 66 – 90, (2020). Cet article étudie la mise en œuvre de la digitalisation au sein d'un cabinet d'audit, en analysant l'environnement externe et interne de ce processus, en analysant ses avantages à court terme, , tels que l'amélioration des conditions de travail et la motivation du personnel, et ses perspectives à long terme, comme l'expansion internationale. Il souligne également la nécessité de gérer les risques associés à la digitalisation pour assurer la confiance et la sécurité des partenaires.
2. ALLOULI, Nadia, and M. BOUMESKA. « L'Impact de la transformation digitale sur l'audit externe : Nouvelles perspectives et pratiques émergentes » Revue systématique de littérature." *Alternatives Managériales Economiques* 5.4 (2023) : 135-153. Ce travail propose une revue systématique, conforme à la méthodologie du PRISMA Statement, pour explorer l'impact de la digitalisation sur les cabinets d'audit. L'objectif de cette revue est d'analyser les tendances, les défis et les opportunités associés à la digitalisation dans le

Introduction générale

domaine de l'audit externe, fournissant ainsi une vue d'ensemble des enjeux cruciaux auxquels les auditeurs sont confrontés dans un environnement en perpétuelle évolution

En complément aux recherches qui ont été menées, notre travail se centre sur l'évolution de l'audit externe à l'ère de la digitalisation, cherchant à répondre à la problématique centrale suivante : " **Quel est l'impact de la digitalisation sur le déroulement d'une mission d'audit externe ?** "

De cette question fondamentale découle les questions secondaires suivantes :

- En quoi consiste la mission d'audit externe ?
- Quelle sont les répercussions de la digitalisation sur le travail des entreprises ?
- Quelles sont les tâches qui ont été digitalisées dans les missions d'audit externe ?

Dans l'optique de répondre aux questions précédemment posées, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : L'audit externe consiste à évaluer de manière indépendante les pratiques d'une entreprise afin de garantir leur transparence et leur conformité aux standards éthiques et réglementaires.

Hypothèse 02 : La digitalisation améliore l'efficacité opérationnelle des entreprises en automatisant les processus, en facilitant l'accès aux données en temps réel et en permettant une meilleure prise de décision basée sur l'analyse des données.

Hypothèse 03 : Dans les missions d'audit externe, toutes les tâches sont digitalisées, de la collecte et analyse des données financières à la génération automatique des rapports d'audit.

Pour mener notre travail de recherche, nous avons choisi une méthodologie alliant :

Approche descriptive : Pour recueillir toutes les données permettant une meilleure compréhension du processus d'audit externe à travers ses fondements sa démarche et la réglementation qui le régissent, ainsi qu'une description des fonctionnalités et les implications de ces technologies dans la pratique de l'audit externe, en mettant en évidence les changements qu'elles entraînent au niveau des processus, des compétences requises et des rôles des professionnels de l'audit externe. Ces informations ont été récoltées à travers d'ouvrages, textes officiels (réglementation), publications d'articles, consultation de sites internet...etc.

Introduction générale

Approche analytique, À travers la tenue d'une mission d'audit, nous avons cherché à comprendre comment la digitalisation influence ce processus en réalisant une étude de cas concrète dans une entreprise. Cette approche va nous permettre de nous immerger directement dans le contexte étudié, d'observer, de participer et d'analyser activement aux activités et interactions des sujets de recherche, notamment au sein du cabinet ZAZOUA. Cette immersion va nous fournir une perspective approfondie et contextualisée, nous permettant de recueillir des données riches et détaillées et d'obtenir des informations de première main,

Pour répondre de manière exhaustive à la problématique posée, Nous avons structuré notre recherche est organisée en deux chapitres.

Le premier chapitre traite l'audit et la transformation digitale. La première section présente les généralités de l'audit, offrant une vue d'ensemble de cette discipline en mettant en lumière ses concepts fondamentaux, ses objectifs, ainsi que les principes et les normes qui régissent la pratique de cette profession.

La deuxième section examine comment se déroule une mission d'audit en utilisant deux approches : l'approche par risque et l'approche classique, tout en intégrant la digitalisation des entreprises. Elle analyse les objectifs, les outils, les méthodologies, ainsi que les enjeux et les impacts de la digitalisation sur les entreprises. Cette section détaille également l'évolution de l'audit à l'ère numérique, en mettant en avant les démarches spécifiques, les défis et les opportunités pour l'audit externe.

Le deuxième chapitre, est consacré à l'étude du cas pratique, dans lequel nous allons d'abord présenter le cabinet dans lequel nous allons effectuer notre stage, puis nous allons essayer d'étudier l'impact de la digitalisation sur le déroulement d'une mission d'audit, au sein du cabinet ZAZOUA.

***CHAPITRE I : L'AUDIT ET LA
TRANSFORMATION DIGITALE.***

Introduction

L'audit est essentiel pour garantir la transparence et la fiabilité des informations financières et opérationnelles d'une organisation. Il évalue systématiquement les processus, les contrôles internes et les performances pour vérifier la conformité aux normes. L'audit aide à identifier les risques, à améliorer les pratiques de gestion et à renforcer la gouvernance, contribuant à des décisions éclairées et à la pérennité de l'organisation. Avec la digitalisation, l'audit externe est crucial pour évaluer des systèmes complexes, assurer la sécurité des données et vérifier la conformité aux réglementations de cybersécurité. La digitalisation offre aussi des outils analytiques avancés, permettant des analyses approfondies et la détection précoce des anomalies, aidant ainsi les entreprises à naviguer dans cette ère numérique.

La première section offre une vue d'ensemble du processus d'audit, abordant sa définition, ses objectifs et son importance. Elle examine les normes réglementaires encadrant l'audit et analyse les différentes approches méthodologiques, en soulignant leurs spécificités et leurs contributions à l'évaluation et à la validation des informations financières.

La deuxième section élabore le déroulement de la mission d'audit et l'impact de la digitalisation sur l'audit, en explorant chaque élément.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Section 01 : Généralités sur l'audit

Cette section initiale présente un aperçu global du processus d'audit. Elle aborde la définition de l'audit, ses objectifs et son importance cruciale. Elle examine ensuite les normes réglementaires encadrant la pratique de l'audit. Enfin, les différentes approches méthodologiques utilisées dans la conduite d'un audit sont analysées, mettant en lumière leurs spécificités et leurs apports distincts pour évaluer et valider les informations financières.

1.1. Définition de l'audit

La notion d'audit englobe souvent plus que la simple vérification comptable. Voici quelques définitions fournies par des organismes tels que l'International Fédération of Accountants (IFAC), et la norme (ISO) International Organization of Standardization 9000 :

- **Selon l'IFAC** : la norme ISA 200¹ :

« L'audit a pour but d'augmenter le niveau de confiance que les états financiers inspirent aux utilisateurs visés. Pour que ce but soit atteint, l'auditeur exprime une opinion indiquant si les états financiers ont été préparés, dans leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'information financière applicable. Dans le contexte de la plupart des référentiels à usage générale, cette opinion consiste à indiquer si les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle conformément au référentiel ».

- **Selon la norme ISO 9001** : l'audit est défini comme² :

« Examen méthodique, indépendant et documenté permettant d'obtenir des preuves et de les évaluer de manière objective, pour déterminer dans quelle mesure les critères d'audit sont satisfaits ».

« L'audit est l'examen auquel procède un professionnel compétent est indépendant en vue d'exprimer une opinion motivée sur la régularité et la sincérité des informations. La régularité est la conformité aux règles et procédures en vigueur. La sincérité est l'application de bonne foi

¹ Norme internationale d'audit ISA 200 : « Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et réalisation d'un audit conforme aux normes internationales d'audit », publiée en anglais par l'International Federation of Accountants (IFAC) en avril 2009.

² ISO 9001 : « une norme de management de la qualité »

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

de ces règles et procédures en fonction de la connaissance que les responsables doivent normalement avoir de la réalité de l'importance des opérations, événements et situation. »¹

En général, les diverses définitions de l'audit proposées par différents auteurs convergent vers une émission d'opinion ²:

- Conférée à un professionnel "indépendant" (qu'il soit interne ou externe à l'organisation) ;
- S'appuyant sur une méthodologie spécifique ;
- Exigeant un niveau de diligence conforme aux normes établies.

L'audit, autrefois centré sur l'examen des états financiers (audit comptable et financier), a évolué pour englober d'autres domaines. Ainsi, on évoque désormais l'audit informatique, l'audit juridique, l'audit fiscal, l'audit social, l'audit des achats et de la production, parmi d'autres.

Il est pertinent de distinguer deux catégories d'audits ³:

- L'audit de fiabilité des systèmes vise principalement à accroître la crédibilité des informations, en particulier dans les domaines comptable et financier. Il est également connu sous les noms d'audit comptable et financier ou de révision comptable.
- L'audit d'efficacité des systèmes, connu également sous le nom d'audit opérationnel, est applicable non seulement dans le domaine comptable et financier, mais aussi dans d'autres secteurs tels que la production, l'informatique ou le juridique.

1.2.L'objectif de l'audit

L'objectif fondamental du processus d'audit est d'atteindre une "**certification**" des états financiers d'une entreprise. En d'autres termes, cette certification vise à établir la "**régularité**" et la "**sincérité**" de ces états financiers, conformément aux normes et aux pratiques comptables en vigueur. Cette démarche vise ultimement à présenter une "**image fidèle**" des transactions survenues au cours de l'exercice passé ainsi que de la situation financière à la fin de cet exercice ⁴ :

- **La régularité** : La conformité des comptes aux règles et principes comptables généralement acceptés implique de respecter à la fois la législation, comprenant les lois et

¹ LAURENT Phillipe et TCHERKAWSKY Pierre (2003), *Pratique de l'audit opérationnel*, éditions d'organisation, France, P :65.

² AOUAME Abdelouahed (2013), *le cadre de l'audit, Audit légal de la préparation de la mission au rapport final*, EL Kadissia -Lido-FES, P :10.

³ Idem.

⁴ HERRBACH Olivier (2000), *Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audit financier : une approche par le contrat psychologique*, Thèse de doctorat en Sciences de gestion, Université des Sciences Sociales, Toulouse, P :18.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

règlements en vigueur, ainsi que les normes établies par les pratiques jurisprudentielles et les standards édictés par les organismes professionnels.

- **La sincérité** : dans la comptabilité se traduit par une application honnête et diligente des règles et des procédures comptables, en prenant en compte la réalité telle que perçue par les responsables des comptes. Cela englobe une évaluation précise des valeurs comptables ainsi qu'une appréciation raisonnable des risques et des dépréciations.
- **Le respect de l'image fidèle** Respecter le principe de l'image fidèle revient à sélectionner les méthodes de présentation et de calcul les plus appropriées pour refléter fidèlement la réalité de l'entreprise. Cela implique également de fournir les informations pertinentes permettant une compréhension claire, notamment à travers les éléments inclus dans l'annexe des comptes.

De cette manière, l'audit assure la fiabilité des informations financières en les examinant pour leur précision et leur conformité aux normes préétablies, tout en identifiant les points forts et les faiblesses de l'organisation soumise à l'audit. Cette approche vise à renforcer la performance globale de l'entité auditée et à accroître sa transparence financière.

1.3.Importance d'audit

Nous pouvons maintenant examiner les avantages possibles qui donnent de l'importance à l'audit ¹:

1.3.1. Etablir la confiance

La différence entre ceux qui gèrent une entreprise et les actionnaires ainsi que les autres parties prenantes signifie que tous n'ont pas accès à la même quantité d'informations. Ces derniers doivent se fier aux premiers pour avoir une vision juste et équilibrée des affaires de l'entreprise.

Un audit renforce la confiance entre ces deux groupes car une tierce partie professionnelle, sans lien avec aucun des deux, donne son avis sur les déclarations faites par les responsables de l'entreprise. Les auditeurs sont tenus par leurs organismes professionnels de maintenir des normes éthiques, garantissant ainsi un avis impartial et fiable pour tous.

1.3.2. Conformité aux lois

Comme évoqué précédemment, certains organismes sont légalement tenus par les régulateurs de mener une activité d'audit chaque année. Cependant, toutes les entreprises doivent se conformer à la législation en ce qui concerne la préparation des comptes, en suivant les normes internationales (IFRS et GAAP) ainsi que les réglementations locales.

¹ [Importance of Auditing: What makes an Audit important? \(isauditing.com\)](https://www.isauditing.com) (22/04/2024 à 11 :45)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Ces règles peuvent être sujettes à des modifications et un auditeur professionnel doit rester informé de ces évolutions afin de mener son audit en tenant compte des dernières modifications applicables.

1.3.3. Transparence

Une organisation qui se soumet régulièrement à des évaluations par une tierce partie est considérée comme transparente et plus responsable. Les individus sont plus enclins à s'engager dans des affaires avec une entreprise qui est transparente et fiable plutôt qu'avec une entreprise qui se livre à la dissimulation et à la censure médiatique. L'importance de l'audit n'est pas toujours démontrable, mais elle présente des avantages immatériels qui favorisent de meilleures pratiques commerciales et de meilleures relations commerciales dans l'écosystème financier, bénéficiant ainsi à tous les acteurs.

1.3.4. Confiance dans les systèmes et les processus

Non seulement les parties extérieures à l'entreprise bénéficient du processus d'audit. La direction met en place des contrôles internes et des systèmes pour garantir le bon déroulement des opérations, sans erreurs et sans possibilité de tromperie de la part des tiers ou des employés.

L'audit vise à comprendre les processus en place non seulement dans l'entreprise mais aussi dans l'industrie dans son ensemble, afin d'évaluer leur efficacité. Cela concerne les domaines financiers et non financiers de l'entité. Ainsi, une fois que la direction a reçu un rapport favorable des auditeurs concernant ses contrôles internes, elle peut être tranquille en se reposant sur la solidité d'un bon système.

1.3.5. Bénéficiaire de l'expertise de l'auditeur¹

En tant que professionnels soumis à des réglementations strictes et dotés d'une grande expérience dans le traitement de nombreuses organisations, les auditeurs offrent une proposition de valeur unique par rapport aux comptables ordinaires. Ils apportent une perspective nouvelle et des connaissances sur les meilleures pratiques mondiales.

Lorsque la direction collabore avec les auditeurs pour apporter des changements positifs, cela peut entraîner des dépenses monétaires et de temps à court terme, mais à long terme, cela fait des merveilles pour l'organisation en la mettant en conformité avec les normes internationales.

¹ [Importance of Auditing: What makes an Audit important? \(isauditing.com\)](https://www.isauditing.com) (22/04/2024 à 11 :45)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

L'importance de l'audit ne se limite pas à sa capacité à détecter la fraude ou les erreurs financières, mais comme nous l'avons considéré, il offre de nombreux avantages à toutes les parties prenantes que les professionnels de l'audit peuvent apporter à la table.

1.4. Typologie d'audit

L'audit, en tant que processus d'examen systématique et critique, peut être catégorisé en divers types en fonction de son domaine d'analyse et de ses finalités spécifiques. Cette classification permet de mieux comprendre les diverses facettes de la pratique d'audit.

1.4.1. En fonction de l'intervenant

On trouve :

➤ **Audit interne**

Selon l'IFACI (Institut français de l'audit et du contrôle interne) : « *L'audit interne est, dans l'entreprise, la fonction chargée de réviser périodiquement les moyens dont disposent la direction et les gestionnaires de tous niveaux pour gérer et contrôler l'entreprise. Cette fonction est assurée par un service dépendant de la direction mais indépendant des autres services. Ses objectifs principaux sont, dans le cadre de révisions périodiques, de vérifier que les procédures comportent les sécurités suffisantes ; les informations sont sincères ; les opérations régulières ; les organisations efficaces et les structures claires et bien adaptées* ».

La fonction d'audit interne vise à fournir une assurance sur divers aspects des activités d'une organisation. Cette fonction est généralement assurée par les employés internes, mais elle peut également être externalisée à un cabinet d'audit externe. Les responsabilités de l'audit interne sont définies par les dirigeants et les gestionnaires au sein de l'organisation.

Bien que les missions d'audit interne puissent varier d'une organisation à l'autre, elles se concentrent généralement sur l'évaluation et l'amélioration de la gestion des risques, des procédures de contrôle interne et des éléments du processus de gouvernance.¹

L'article 40 de la loi n 88-01 du 12 janvier 1988 du journal officiel relative aux entreprises publiques économiques stipule que : « *Sont tenues d'organiser et de renforcer des structures d'audit d'entreprise et d'améliorer, d'une manière constante, leur procédés de fonctionnement et de gestion* »².

¹ LOUWERS Timothy, Penelope Bagley, Allen Blay, Jerry Strawser, Jay Thibodeau and David Sinason et autres (2021), *Auditing and Assurance Services*, édition McGraw Hill, New-York, P:24.

² Journal Officiel n°02 DU 13 JANVIER 1988.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Il s'agit donc d'une pratique de contrôle interne mise en place au sein de l'entreprise, fonctionnant de manière autonome par rapport aux processus et aux activités soumis à une évaluation externe.

➤ **Audit externe**

L'audit externe est réalisé par une entité indépendante de l'entreprise concernée. Son objectif principal est de vérifier l'exactitude et la fiabilité des informations financières et opérationnelles fournies par les entités économiques.

On peut définir l'audit externe comme : « *une mission de vérification réalisée en vue de certifier la sincérité et de la régularité des comptes. il est exercé par un professionnel indépendant de l'entreprise qu'on nomme généralement le commissaire aux comptes. Cette mission de certification des comptes, est aujourd'hui obligatoire pour les entreprises économiques* »¹.

Contrairement aux auditeurs internes qui font partie intégrante de l'organisation, les auditeurs externes sont des professionnels indépendants engagés par l'entreprise pour évaluer objectivement ses états financiers ou d'autres aspects. Leur impartialité découle du fait qu'ils ne sont pas des employés de l'organisation et n'ont donc aucun lien direct avec ses intérêts.

➤ **Les complémentarités**

Il existe plusieurs similarités entre l'audit externe et l'audit interne² :

- Tout d'abord, les deux types d'audit sont régis par des normes internationales établies par leurs organismes professionnels respectifs.
- La prise en compte du risque est également essentielle tant dans le processus de l'auditeur externe que dans celui de l'auditeur interne.
- De nombreuses étapes du processus d'audit sont communes aux deux types d'audit.
- La notion d'indépendance est fondamentale pour les deux fonctions (bien que les auditeurs internes, étant employés par l'entreprise, ne jouissent pas du même degré d'indépendance que les auditeurs externes).

¹ HAMINI Allal (2001), *l'audit comptable & financier*, Berti Edition, 1 ère Edition, Alger, P :08.

²MECHERI Mohammed Sagheir et BENIKHELEF Faiza (2021), *La coopération entre audit interne et audit externe : Méthodes et avantages dans le contexte algérien*, Journal of Financial, Accounting and Managerial Studies ISSN 2352-9962/E-ISSN 2572-0147 Vol08, Number 01, mars, P :757-759.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- Les deux types d'audit sont impliqués dans l'évaluation du système de contrôle interne de l'entreprise.
- Enfin, les résultats des travaux sont tous deux formalisés par la rédaction d'un rapport d'audit.

Maintenant nous intéresser aux relations existantes entre ces deux fonctions. Comme nous l'avons vu plus tôt, bien que différentes, les deux professions cherchent à atteindre au sein de l'entreprise certains objectifs se rejoignant. Ainsi, par exemple, tant les auditeurs internes que les auditeurs externes devront s'assurer de la bonne qualité et de la fiabilité des informations financières. Dans de nombreux cas donc, une collaboration pourra voir le jour et s'avérer bénéfique.¹

Il convient également de noter que l'augmentation de la taille et de la complexité des organisations, ainsi que la rapide évolution des technologies (qui engendre une diversité de systèmes de gestion que l'auditeur externe ne peut pas tous maîtriser), obligent de plus en plus les auditeurs externes à se baser sur les travaux de l'audit interne. Cette évolution rend ainsi la collaboration pratiquement nécessaire pour mener à bien la mission.²

Tableau 1: disparités entre audit externe et audit interne

Désignation	Auditeur externe	Auditeur interne
Le statut de l'auditeur	Commissaire aux comptes ou expert-comptable.	L'auditeur interne appartient au personnel de l'entreprise (salarié).
Les bénéficiaires de l'auditeur	Certifie les comptes à l'intention des différentes parties prenantes	Travaille pour le bénéfice des responsables : managers, direction générale, éventuellement comité d'audit.

¹ ECHERI Mohammed Sagheir et BENIKHELEF Faiza (2021), *La coopération entre audit interne et audit externe : Méthodes et avantages dans le contexte algérien*, Journal of Financial, Accounting and Managerial Studies ISSN 2352-9962/E-ISSN 2572-0147 Vol08, Number 01, mars, P :757-759.

² FOWZIA R(2010) , *Co-operation between Internal and External Auditors: A Comparative Study on Nationalized and Foreign Banks in Bangladesh* ,World Journal of Management Vol 2, Number 2, September, P:22-35.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Les objectifs de l'audit	Certifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle, des comptes, résultats et états financier.	Apprécier la bonne maîtrise des activités de l'entreprise (dispositifs de contrôle interne) et de recommander les actions pour l'améliorer (conseils).
Le champ d'application	Englobe tout ce qui concerne la détermination des résultats, à l'élaboration des états financiers dans toutes les fonctions de l'entreprise.	Le champ d'application de l'audit interne est beaucoup plus vaste il inclut toutes les fonctions de l'entreprise, mais également dans toutes leurs dimensions.
La prévention de la fraude	S'intéressé a toute fraude, dès le moment qu'elle a, ou est susceptible d'avoir, une Incidence sur les résultats.	S'intéressé de toute fraude concernant l'audit interne comme par exemple une fraude touchant à la confidentialité des dossiers du personnel.
L'indépendance de l'auditeur	Son indépendance est titulaire d'une profession libérale (un cabinet d'audit), elle est juridique et statutaire.	Son indépendance s'influence par plusieurs facteurs de dépendance car sa position organisationnelle étant un fonctionnaire lui exige d'exécuter plusieurs autres tâches.
La périodicité des audits	Généralement une mission Intermittente et a des moments privilégiés pour la certification des comptes présents, sauf le cas de certains grands groupes dont la mission est permanente.	La mission est permanente dans l'entreprise, elle est planifiée en fonction de risque et occupé avec la même intensité quelle que soit la période.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

La méthode de l'auditeur	Réalise ses travaux selon les méthodes qui ont fait leurs preuves, a base de rapprochements, analyses inventaires.	La méthode de l'auditeur interne est appropriée et originale.

Source : ZAAFRANE Mansouria (2018), la qualité de l'audit externe outil de performance des entreprises, Université Abd Elhamid Ibn Badis, MOSTAGANEM, P :34

1.4.2. . En fonction de statut de l'auditeur

On peut distinguer :

➤ L'audit légal

Selon l'article 22 de la Loi N° 10-01 du 29/06/2010 ¹:

« Est commissaire aux comptes, au sens de la présente loi, toute personne qui, en son nom propre et sous sa propre responsabilité, a pour mission habituelle de certifier la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes des sociétés et des organismes, en vertu des dispositions de la législation en vigueur ».

L'audit légal est une activité encadrée par la loi et réalisée par des commissaires aux comptes. Son objectif est d'émettre un avis sur la sincérité des états financiers d'une entreprise et de confirmer la pertinence et la qualité de l'information financière. En d'autres termes, il s'agit d'une obligation légale pour une entreprise de recourir à un commissaire aux comptes pour certifier ses comptes.²

La mission du commissaire aux comptes revêt un caractère d'intérêt général, car il est chargé de certifier les états financiers annuels d'une entreprise à des fins fiscales et pour l'administration publique. Son intervention est obligatoire dans certaines circonstances, avec un mandat initial de trois ans renouvelable une seule fois. De plus, après deux mandats consécutifs, la désignation du même commissaire aux comptes ne peut se faire qu'après une période supplémentaire de trois ans.³

En Algérie, le commissariat aux comptes tient une place importante dans le contexte actuel. C'est la réforme de l'économie nationale engagée depuis 1988, en plaçant l'entreprise comme

¹ Loi n°10-01 du 29 Juin 2010 relative aux professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux comptes et Comptable agréé.

² KROLL Pascale et FIORI Débora (2010), *Les métiers de l'audit*, Édition L'Étudiant, Paris, P : 26.

³ Op.cit., Loi n°10-01 du 29 Juin 2010.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

moyen privilégié d'accumulation de richesse, qui a conduit à redonner l'information financière et comptable toute son importance et, par voie de conséquence à imposer le commissariat comme garant indispensable de la fiabilité et de la sincérité de cette information.

Selon l'article 23 de la Loi N° 10-01 du 29/06/2010 du code de commerce algérien, l'audit légale a pour mission :

- Certifier la régularité et la sincérité des comptes annuels pour assurer qu'ils reflètent fidèlement les résultats financiers et la situation patrimoniale des sociétés et des organismes.
- Vérifier l'exactitude et la concordance des informations fournies dans le rapport de gestion établi par les dirigeants à l'attention des actionnaires, associés ou porteurs de parts.
- Formuler un avis spécial sur les dispositifs de contrôle interne mis en place par le conseil d'administration, le directoire ou le gérant.
- Évaluer les conditions dans lesquelles sont conclues les conventions entre l'entreprise contrôlée et les entreprises ou organismes affiliés, ainsi qu'avec les entreprises et organismes où les administrateurs et dirigeants ont un intérêt direct ou indirect.
- Signaler aux dirigeants et à l'assemblée générale, ou à l'organe délibérant habilité, toute insuffisance pouvant compromettre la continuité des activités de l'entreprise ou de l'organisme, dès lors qu'elle est portée à la connaissance du commissaire aux comptes.

➤ **L'audit contractuel**

L'audit contractuel se différencie de l'audit légal par son caractère volontaire et sa nature spécifique. Il s'agit d'une mission d'expertise comptable qui est réalisée sur la base d'un accord entre les parties concernées.

L'audit contractuel, par nature, consiste en une mission réalisée en vertu d'un contrat. Son objectif est de formuler une opinion sur les comptes d'une société dans un contexte particulier. Cela peut englober divers domaines tels que l'évaluation d'une entreprise dans le cadre d'une opération de croissance externe ou de restructuration, l'analyse de la qualité du système d'information, l'évaluation d'actifs ou de passifs dans le cadre d'opérations spécifiques, l'évaluation des risques particuliers, etc.¹

L'audit contractuel se présente donc comme un instrument flexible et ajusté aux besoins particuliers de l'entreprise. Il offre la possibilité d'une évaluation indépendante et objective des engagements contractuels ainsi que des opérations spécifiques. Des éléments tels que la survie de l'entreprise constitue également des indicateurs significatifs dans ce processus.

¹ KROLL Pascale et FIORI Débora (2010), Les métiers de l'audit, Édition L'Étudiant, Paris, P :26.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Tableau 2: Comparaison entre les différents types d'audit légal et contractuel

Caractéristique	Audit	
	Legal	Contractuel
Nature de la mission	Obligatoire	Contractuel
Nomination	Par les actionnaires	Par la direction générale ou CA
Objectif	Certifier la régularité la sincérité et l'image fidèle Vérifier la concordance des informations communiquées par le CA.	Attester de la régularité et la sincérité des comptes.
Intervention	Mission permanente et étendue pendant la durée du contrat	Mission définie par la lettre de mission
Indépendance	Doit être totale vis-à-vis du CA et des actionnaires.	Indépendance totale
Destinataire des rapports	C.A/ A.G.O/ A.G.E	Direction générale C. A
Conditions d'exercice	Inspiration à l'ordre national	Inspiration à l'ordre national
Obligations	De moyens	De moyens ou de résultat selon le type de mission
Responsabilités	Civile, pénale et disciplinaire	Civile, pénale et disciplinaire

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Révocation	Mission institutionnelle normalement par les instances judiciaires sur demande de l'entreprise contrôlée.	Précisée dans le contrat
Rémunération	Cahier de charges	Fixée dans le contrat

Source : SADI Nacer-Eddine et MAZOUZ Ali (1999), Pratique de commissariat aux comptes en Algérie, édition SOCIETE NATIONAL DE COMPTABILITE, Algérie, P :125.

1.4.3. En fonction de l'objectif de la mission

Les types d'audit incluent l'audit opérationnel, l'audit de gestion et l'audit financier.

➤ L'audit opérationnel

L'audit opérationnel est défini par l'Association Technique d'Harmonisation (ATH) comme suit : « L'audit opérationnel est l'examen professionnel des informations relatives à la gestion de chaque fonction d'une entité quelconque en vue d'exprimer sur ces informations une opinion responsable et indépendante, par référence aux critères admis, en particulier, en vue de la prise de décision ».

Il inclut l'examen de la qualité et de l'efficacité des systèmes internes et des procédures en place, ainsi que l'analyse des structures organisationnelles et la répartition des responsabilités pour s'assurer que les objectifs sont atteints de manière rentable.

Globalement, il consiste à évaluer comment une entreprise fonctionne et utilise ses ressources pour atteindre ses objectifs.

L'audit opérationnel est l'intervention dans l'entreprise, sous la forme d'un projet, de spécialistes utilisant des techniques et des méthodes spécifiques, ayant pour objectifs d'établir les possibilités d'amélioration du fonctionnement et de l'utilisation des moyens, à partir d'un diagnostic initial autour duquel le plus large consensus est obtenu et de créer au sein de l'entreprise une dynamique de progrès selon les axes d'amélioration arrêtés.¹

➤ L'audit de gestion

Également, l'audit de gestion est probablement le plus familier au grand public en raison des révélations qu'il peut apporter. Son but est de fournir des preuves de fraude, de malversation

¹ RAFFEGEAU Jean et DUBOIS Fernand (1984), *L'audit opérationnel*, Édition PARIS PUF, P :56.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

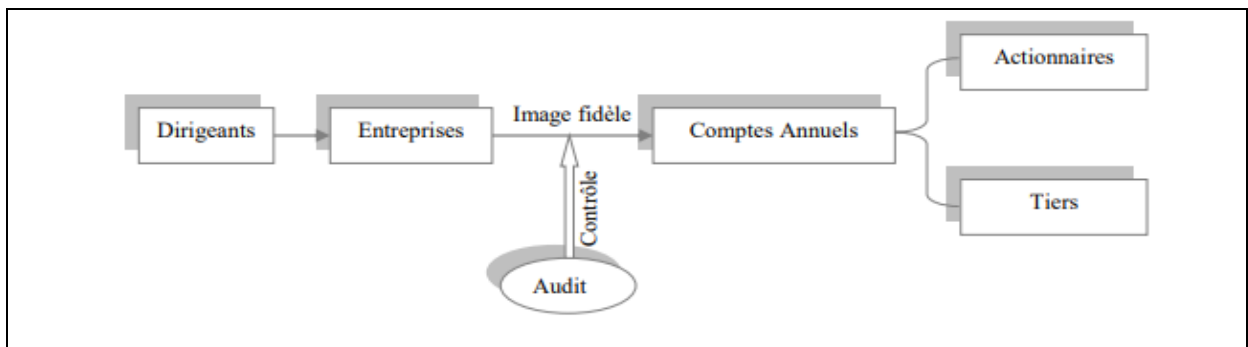
ou de gaspillage, ou bien d'évaluer de manière critique une opération de gestion ou les performances individuelles ou collectives.¹

➤ L'audit financier

« Toute analyse, tout contrôle, toute vérification, toute étude, de tout ou partie des processus comptables ou des états financiers d'une entité, peuvent être qualifiés d'audit financier ».²

L'audit financier consiste en une analyse approfondie des informations comptables par un professionnel indépendant et compétent. Son objectif est d'émettre un avis motivé sur la conformité et la fiabilité des états financiers d'une entité.

Figure 1: Le rôle de l'audit financier dans l'entreprise



Source: Olivier HERRBACH, Op. Cit, P:03.

Chacun de ces types d'audit a ses propres approches, ses propres objectifs spécifiques et ses propres domaines d'application. Cependant, leur finalité commune est de fournir une assurance concernant la fiabilité, la transparence et la conformité des opérations d'une organisation.

1.5. Les assertions d'audit

Dans le cadre de la préparation des états financiers, les assertions représentent les principes fondamentaux auxquels l'auditeur se réfère. Durant toute la durée de sa mission, l'auditeur est chargé de vérifier que les transactions et les composants des comptes respectent une ou plusieurs de ces assertions d'audit. Sont les suivantes³ :

- **Intégralité (exhaustivité)** L'auditeur est tenu de vérifier l'enregistrement exhaustif de toutes les opérations, y compris les actifs, les passifs et les transactions, dans les comptes annuels, tout en s'assurant que tous les événements significatifs y sont adéquatement reflétés.

¹ MIKOL Alain (1999), *les audits financiers comprendre les mécanismes du contrôle légale*, édition d'organisation, Paris, P :10.

² MIKOL Alain (2014), *Audit financier et commissariat aux comptes*, 12ème édition, Paris, P :19.

³ <https://fr.scribd.com/document/640035470/Untitled> (consulté le 16/04/2024 à 01:20)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- **Exactitude** : L'objectif d'exactitude implique que tous les montants des transactions effectuées par une entreprise doivent être enregistrés de manière précise dans les comptes, conformément aux principes comptables et avec exactitude arithmétique.
- **Évaluation** : Cet objectif de valorisation stipule que toutes les transactions enregistrées doivent être évaluées selon les principes et les méthodes de valorisation reconnus, en adoptant une approche appropriée et en appliquant une cohérence dans le processus d'évaluation.
- **Existence ou réalité** : Ce but signifie :
 - Les éléments matériels (inventaire fixe, etc.) sont réels ou tangibles ;
 - Pour les autres éléments (actifs, passifs, dépenses et revenus), la conversion de l'activité réelle (par opposition à l'activité fictive) réalisée.
- **Séparation des exercices** : Son objectif est de créer une bonne division entre les exercices consécutifs, ce qui implique d'associer tous les produits et dépenses qui leur sont associés (générés par les activités de cet exercice) avec uniquement ces produits et dépenses
- **Droits et obligations** : : actifs ou passifs associés à l'entité à une date donnée (en vertu de son acquisition réelle ou des obligations réelles assumées. (Vérifier les titres, actes et accords).

Les auditeurs utilisent ces assertions comme cadre de référence pour planifier leurs travaux d'audit, identifier les risques, concevoir des procédures d'audit appropriées et évaluer les preuves recueillies lors de l'audit. En évaluant la conformité des informations financières aux différentes assertions, les auditeurs peuvent fournir une assurance raisonnable sur la fiabilité et la transparence des états financiers d'une entreprise.

1.6. Les normes d'audit

Les normes d'audit représentent un ensemble de principes et de procédures définis pour orienter les auditeurs dans l'exercice de leur métier. Elles sont élaborées dans le but d'assurer que les audits sont menés de manière professionnelle, impartiale et efficiente. On distingue généralement les normes internationales d'audit, les normes nationales et les normes générales d'audit.

1.6.1. Sur le plan international

Les normes d'audit internationales sont largement adoptées à l'échelle mondiale et servent souvent de cadre de référence pour les pratiques d'audit dans de nombreux pays. Elles sont reconnues comme des normes de qualité et de fiabilité dans la profession de l'audit.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

➤ Les normes d'audit (ISA)

D'après l'ISO, International Organisation for Standardisation, la définition officielle de la norme est la suivante : « *La norme est un document, établi par consensus et approuvé par un organisme reconnu, qui fournit pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leur résultat, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné* »¹.

La Norme Internationale d'Audit (International Standard on Auditing, ISA) aborde la responsabilité de l'auditeur de former une opinion sur les états financiers, ainsi que le format et le contenu du rapport émis à l'issue de l'audit.²

La normalisation en audit vise à promouvoir le développement mondial de la profession comptable et d'audit, en publiant des normes internationales de qualité pour réduire les variations dans les pratiques d'audit entre les pays.³

Le tableau suivant présente les normes ISA :

Tableau 3: Présentation des normes internationales d'audit ISA

Normes	Désignations
ISA 200	Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et réalisation d'un audit conforme aux normes internationales d'audit.
ISA 210	Accord sur les termes et conditions d'une mission d'audit.
ISA 220	Contrôle qualité d'un audit d'états financiers.
ISA 230	Documentation de l'audit.
ISA 240	Responsabilités de l'auditeur concernant les fraudes lors d'un audit d'états financiers.
ISA 250	Prise en compte des textes légaux et réglementaires dans un audit d'états financiers.
ISA 260	Communication avec les responsables de la gouvernance.

¹ (Extrait de la norme NF EN 45020 de 200).

² Handbook of International Standards on Auditing and Quality Control ,2017, P:04.

³ KAZOUZ Rafika (2021), *Le rôle des normes internationales d'audit (ISA) dans l'amélioration de la pratique professionnelle de l'audit comptable et financier en Algérie*, Journal of Human Sciences Oum El Bouaghi ;Université, Vol 08, N°03, Décembre, P :2200-2217.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

ISA 265	Communication des déficiences du contrôle interne aux responsables de la gouvernance et à la direction.
ISA 300	Planification d'un audit d'états financiers.
ISA 315	Compréhension de l'entité et de son environnement aux fins de l'identification et de l'évaluation des risques d'anomalies significatives.
ISA 320	Caractère significatif dans la planification et la réalisation d'un audit.
ISA 330	Réponses de l'auditeur à l'évaluation des risques.
ISA 402	Facteurs à considérer pour l'audit d'entités faisant appel à une société de services.
ISA 450	Évaluation des anomalies détectées au cours de l'audit.
ISA 500	Éléments probants.
ISA 505	Confirmations externes.
ISA 510	Audit initial soldes d'ouverture.
ISA 520	Procédures analytiques.
ISA 530	Sondages en audit.
ISA 540	Audit des estimations comptables, y compris les estimations comptables en juste valeur, et des informations y afférentes à fournir.
ISA 550	Parties liées.
ISA 560	Événements postérieurs à la date de clôture.
ISA 570	Continuité de l'exploitation.
ISA 580	Déclarations écrites.
ISA 600	Audits d'états financiers de groupe (y compris l'utilisation des travaux des auditeurs des composantes) Considérations particulières.
ISA 610	Utilisation des travaux des auditeurs interne.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

ISA 620	Utilisation par l'auditeur des travaux d'un expert de son choix.
ISA 700	Opinion et rapport sur des états financiers.

Source : OBERT Robert et MAIRESSE Marie-Pierre (2009), *Comptabilité et audit*, édition DUNOD, Paris, P.405.

1.6.2. Sur le plan national

Les normes d'audit, également appelées normes d'exercice professionnel, représentent l'ensemble des règles que l'auditeur doit suivre lors de l'exercice de ses missions. Ces normes officielles garantissent au commissaire aux comptes la conduite appropriée de sa mission de certification des comptes.

Dans ce contexte, les Normes Algériennes d'Audit (NAA) ont été établies selon le calendrier suivant :

- Les quatre premières NAA ont été publiées le 4 février 2016.
- Les deuxièmes NAA ont été publiées le 11 octobre 2016.
- Les troisièmes NAA ont été publiées le 15 mars 2017.
- Les quatrièmes NAA ont été publiées le 24 septembre 2018.

Tableau 4: Présentation des normes algérienne d'audit

Décision	Normes	Désignation
Décision N°02 Du 04 Février 2016¹	NAA 210	Accord sur les termes de mission d'audit.
	NAA 505	Confirmations externes.
	NAA 560	Événements postérieurs à clôture l'exercice.
	NAA 580	Déclarations écrites.
Décision N°150 du 11 Octobre 2016²	NAA 300	Planification d'un audit des états financiers.
	NAA 500	Eléments probants.
	NAA 510	Missions d'Audit initiales soldes d'ouverture.
	NAA 700	Fondement de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers.
	NAA 520	Procédures analytiques.
	NAA 570	Continuité d'exploitation.

¹ Ministère des finances, La décision n°02 du 04 février 2016 portant normes algériennes d'audit.

² Ministère des finances, La décision n°150 du 11 octobre 2016 portant normes algériennes d'audit.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Décision N°23 du 15 mars 2017¹	NAA 610	Utilisation des travaux des auditeurs internes.
	NAA 620	Utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur.
Décision N°77 du 15 mars 2018²	NAA 230	Documentations d'audit.
	NAA 501	Eléments probants-caractéristiques spécifiques.
	NAA 530	Sondages en audit.
	NAA 540	Audit et estimations comptables y compris des estimations comptables en juste valeur et des informations fournies les concernant.

Source : réalisé par nos soins sur la base des décisions ministérielles portant les normes algériennes d'audit.

L'audit représente un processus d'examen méthodique et indépendant visant à exprimer une opinion motivée sur la fiabilité et la régularité des informations fournies, notamment les états financiers. Son objectif primordial consiste à certifier la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes d'une entité économique conformément aux normes et réglementations en vigueur.

L'audit a évolué pour répondre à la complexité croissante des structures commerciales, s'adaptant à des contextes variés et à des exigences réglementaires en constante mutation. Cette évolution a donné naissance à une diversité de pratiques d'audit, chacune adaptée aux spécificités et aux enjeux particuliers des entreprises qu'elle audite.

L'audit englobe diverses catégories telles que l'audit interne, réalisé par des collaborateurs de l'organisation, et l'audit externe, effectué par des professionnels indépendants. Ces deux types d'audit, bien que distincts, entretiennent une complémentarité et une collaboration essentielle dans l'évaluation des systèmes de contrôle interne.

Parmi les différents types d'audit, on distingue notamment l'audit légal, obligation légale confiée aux commissaires aux comptes, et l'audit contractuel, mission volontaire d'expertise comptable. L'audit peut également être classé selon son objectif, tel que l'audit opérationnel, l'audit de gestion ou l'audit financier.

Ainsi, l'audit ne se limite plus à la simple vérification des états financiers, mais s'étend également à des domaines tels que la conformité réglementaire, la gestion des risques, la

¹ Ministère des finances, La décision n°23 du 15 mars 2017 portant normes algériennes d'audit.

² Ministère des finances, La décision n° 77 du 15 mars 2018 portant normes algériennes d'audit.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

gouvernance d'entreprise et même la durabilité environnementale. Chaque type d'audit offre des assurances spécifiques sur différents aspects du fonctionnement d'une organisation, renforçant ainsi la confiance des parties prenantes et contribuant à la prise de décision éclairée.

Cette évolution de l'audit témoigne de sa capacité à s'adapter aux besoins changeants des entreprises et à fournir des garanties pertinentes dans un paysage commercial en constante évolution. Son rôle essentiel dans la garantie de la transparence, de la responsabilité et de la pérennité des organisations en fait un outil indispensable dans le monde des affaires

La profession de commissaire aux comptes revêt une importance cruciale dans l'assurance de la transparence financière des entreprises. Les commissaires sont tenus de respecter des principes déontologiques fondamentaux comme l'intégrité, l'impartialité, l'indépendance, la compétence et la discrétion dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Section 02 : Le déroulement d'une mission de commissariat aux comptes et l'impact de la digitalisation sur celle-ci.

La mission d'audit comprend plusieurs étapes clés, notamment la planification, l'exécution et la finalisation. Pendant la phase de planification, les auditeurs évaluent les risques, élaborent une stratégie d'audit et définissent les procédures à suivre. L'exécution implique la collecte de preuves, l'analyse des informations financières et l'évaluation des contrôles internes. Enfin, la phase de finalisation consiste en la rédaction du rapport d'audit, où l'opinion de l'auditeur est formulée.

L'impact de la digitalisation sur la mission d'audit est significatif. L'adoption de technologies numériques permet une meilleure collecte et analyse des données, augmentant ainsi l'efficacité et la précision des audits. Les outils d'analyse de données, les logiciels d'audit et les plateformes de collaboration en ligne facilitent la détection des anomalies, l'évaluation des risques et la communication entre les membres de l'équipe d'audit. De plus, la digitalisation contribue à la transparence et à la traçabilité des processus d'audit, renforçant ainsi la fiabilité des résultats obtenus.

Cette section, élabore le déroulement de la mission d'audit et l'impact de la digitalisation sur l'audit, en explorant chaque élément.

2.1. Le rôle du commissaire aux compte

Le rôle du commissaire aux comptes revêt une importance cruciale dans l'assurance de la transparence et de la fiabilité des données financières de l'entreprise. Sa mission principale consiste à certifier l'exactitude et la légalité des comptes sociaux, des inventaires, des bilans et des résultats. De plus, il effectue une vérification rigoureuse de la cohérence des informations présentées dans le rapport annuel de gestion émis par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance. Parallèlement à cette mission de certification, il prodigue des conseils et des recommandations de nature financière aux actionnaires et aux dirigeants de l'entreprise.¹

En outre, il veille à ce que les droits des actionnaires soient préservés par le principal dirigeant de la société. Le commissaire aux comptes a pour mission de certifier les comptes de l'entreprise. Dans ce cadre, il évalue les dispositifs de contrôle interne. Bien qu'il ne soit pas

¹ Loi n°10-01 du 29 Juin 2010 relative aux professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux comptes et Comptable agréé.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

autorisé à intervenir dans leur création (afin de ne pas interférer dans la gestion), il peut être sollicité pour des conseils sur le contrôle interne, si l'entreprise le demande, mais cela ne concerne pas la certification des comptes.¹

2.2. Les étapes de déroulement d'une mission de commissariat aux comptes

Le commissaire aux comptes se trouve face à une grande variété et quantité d'informations qu'il doit analyser et évaluer dans un laps de temps relativement court. Ces informations comprennent les états financiers, les documents comptables, les contrats, les transactions, les politiques financières, les procédures internes, et bien d'autres encore.

En raison de la complexité et de l'ampleur de ces informations, ainsi que des contraintes de temps, le commissaire aux comptes doit adopter une approche rationnelle et méthodique pour mener à bien sa mission. Cela implique plusieurs étapes, allant de la familiarisation avec l'entreprise à la rédaction du rapport final, il peut se baser sur deux approches classiques et par risques.

2.2.1. L'approche classique

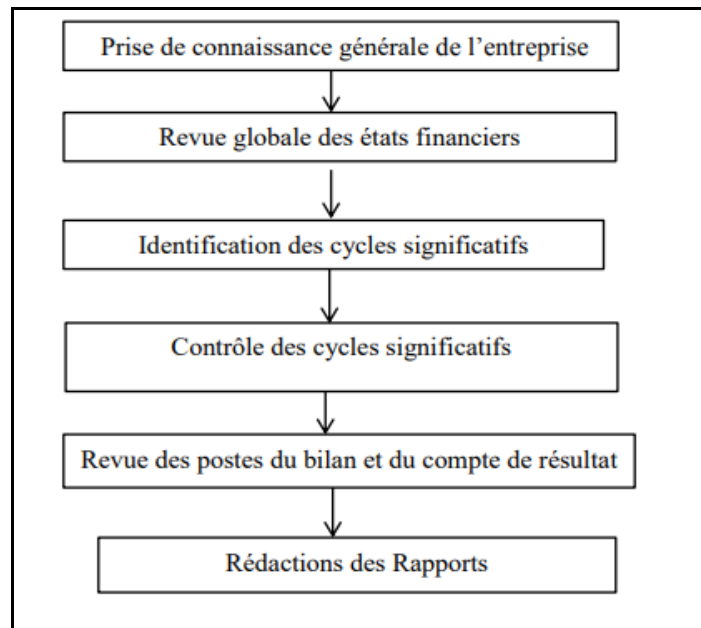
Dans cette approche, les documents de synthèse, tels que le bilan et le compte de résultat, constituent le point de départ de l'audit. L'auditeur, en suivant l'approche classique, examine les états financiers avant de consulter les documents comptables. Il ne prend pas en compte le problème de l'audit dans sa globalité, mais se concentre uniquement sur les chiffres et les documents. Cette méthode cible les domaines représentant une part significative de l'activité reflétée par les comptes annuels, ainsi que les mouvements des états financiers présentant des variations notables par rapport à l'exercice précédent, ou par l'étude de l'évolution de certains ratios dans le temps.

¹ SABBAH Sabrina et MEGHRAOUI Kada (2024), *règlementation professionnelle et déontologie de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes*, Collection Les Carrés DEC, Paris, p :07.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

2.2.1.1. Les étapes de l'approche classique : Sa démarche peut être schématisée comme suit :

Figure 2: Les étapes de l'approche classique.



Source : Bertin E, Godweski CH et Khelassi R., 2013, manuel comptabilité et audit, Berti, Alger, p 642.

Les étapes de l'approche classique sont les suivantes ¹:

- A. Prise de connaissance de l'entreprise** : Cette première étape permet à l'auditeur de s'informer de manière générale sur l'environnement et l'évolution de l'entreprise. Cela inclut l'étude du marché des ventes (produits, clientèle), du marché d'achat, de la situation financière, des relations bancaires, du personnel, des organismes sociaux, de l'aspect fiscal, de l'organisation générale, du système d'information comptable, financier et de gestion, ainsi que des principales modifications des procédures et des particularités comptables.
- B. Examen des états financiers** : L'auditeur procède à une analyse des états financiers de l'entreprise afin de garantir leur cohérence générale. Cette revue consiste à rapprocher les états financiers avec la balance auxiliaire, le grand livre et les données de la balance générale.
- C. Identification et contrôle des cycles significatifs** : L'auditeur analyse les cycles significatifs de l'entreprise et leur fonctionnement. Les cycles significatifs

¹ <https://www.l-expert-comptable.com/a/529542-la-methodologie-d-audit.html> (18/05/2024 a 18:27)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

correspondent aux postes importants des comptes annuels. L'auditeur effectue des contrôles appropriés sur ces cycles pour valider les postes du bilan et du compte de résultat qui leur sont associés.

D. Revue des postes du bilan et du compte de résultat : Après le contrôle des cycles significatifs, l'auditeur examine les postes du bilan et du compte de résultat qui ne font pas partie des cycles principaux, en fonction de leur importance dans les comptes.

E. Opinion et rédaction des rapports : Dans cette dernière étape, l'auditeur résume ses travaux réalisés tout au long de sa mission.

2.2.2. Approche par les risques

Le rôle fondamental du commissaire aux comptes consiste à apporter une assurance quant à la fiabilité des informations comptables et financières, en garantissant leur qualité face aux risques d'inexactitude. Par conséquent, l'identification préalable de ces risques représente une étape primordiale avant d'entreprendre les contrôles.

Cette évaluation des risques peut concerner différents aspects : les risques inhérents à l'entreprise elle-même (nature de l'activité, faiblesses organisationnelles, situation financière), les risques spécifiques au secteur, ou encore les risques liés à l'environnement économique général.

C'est sur la base de cette analyse que le commissaire aux comptes pourra définir un programme de contrôles adapté. Cette approche par les risques l'amènera à ajuster la profondeur de ses investigations : renforcer les contrôles sur les zones comptables identifiées comme sensibles, ou au contraire alléger les vérifications sur les sections à risque moindre.

Bien que s'appuyant sur le bon sens, cette méthodologie n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre, car elle requiert de s'écarter d'une démarche purement systématique pour prioriser les travaux. Cependant, elle présente de nombreux avantages, permettant d'anticiper les problématiques avant clôture, d'ajuster au mieux les contrôles au contexte de l'entreprise, et de répondre aux attentes de communication rapide des états financiers.

Néanmoins, l'auditeur ne saurait recenser l'intégralité des risques. Son examen s'inscrit dans une approche par sondages, visant à limiter les travaux tout en fournissant une assurance raisonnable. Au démarrage de la mission, il est donc essentiel de cibler les activités critiques et

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

d'identifier les risques clés susceptibles de compromettre leurs objectifs, plutôt que de chercher à répertorier tous les risques.

- **Démarche par les risques ¹:**

La démarche proposée ci-dessous s'inspire de celle utilisée par les auditeurs dans les grands cabinets internationaux. Les techniques employées sont :

A. La phase d'intérim

La phase d'intérim constitue l'étape initiale cruciale de la démarche d'audit par les risques. Elle vise à acquérir une compréhension globale de l'entité auditée afin d'identifier les zones de risques significatifs sur lesquelles concentrer les contrôles.

➤ **Prise de connaissance et identification des risques**

Cette phase se décline en deux volets principaux :

- La collecte d'informations sur l'environnement interne et externe de l'entreprise. Cela passe par l'analyse de la documentation disponible (réglementation, études de marché, etc.) et des facteurs opérationnels et financiers propres à l'entité. L'objectif est de cerner les risques généraux potentiels.
- La prise de contacts directs avec les équipes de direction et opérationnelles. Des entretiens et visites de site permettent d'approfondir la connaissance du fonctionnement et de l'environnement de contrôle interne pour affiner l'identification des risques.

Sur la base de ces informations, l'auditeur détermine les domaines significatifs à risque élevé qui requerront des investigations approfondies. Une synthèse des risques majeurs et un plan d'approche de la mission sont alors formalisés pour orienter la suite des travaux.

Cette phase préliminaire d'analyse du risque est primordiale, car elle conditionne l'efficacité des contrôles à venir en permettant de les cibler sur les enjeux critiques. Son approche structurée mais flexible est caractéristique de la méthodologie d'audit par les risques.

¹ ARSALANE Chaimaa (2017), *L'approche par les risques : une alternative de l'approche d'audit classique*, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN : 2550-469X Numéro 2 : Septembre, P :24

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

➤ Analyse des différentes familles de risques

La gestion des risques est essentielle pour assurer la stabilité et la pérennité des entreprises. Parmi les risques courants, trois méritent une attention particulière :

- **Dysfonctionnements/Ruptures des Systèmes d'Information** : Les systèmes d'information sont au cœur des opérations modernes. Tout dysfonctionnement ou rupture peut entraîner des perturbations majeures, affectant la productivité, la sécurité des données et la satisfaction des clients.
- **Litiges Engageant la Responsabilité de la Société** : Les litiges juridiques peuvent avoir un impact financier significatif sur une entreprise. Qu'il s'agisse de litiges contractuels, de responsabilité civile ou de violations réglementaires, une gestion proactive est nécessaire pour minimiser les conséquences.
- **Défaillances dans le Traitement des Opérations sur Titres** : Les erreurs dans le traitement des transactions boursières peuvent entraîner des pertes financières importantes. Une surveillance rigoureuse et des contrôles adéquats sont essentiels pour éviter ces défaillances.

En conclusion, la mise en place de seuils de signification prédéfinis permet d'identifier rapidement les anomalies et les risques potentiels. Ces seuils garantissent la fiabilité des états financiers et contribuent à l'image fidèle de l'entreprise.

➤ Détermination des domaines et systèmes significatif¹

Seuil de signification prédéfini : Cela fait référence à un montant spécifique au-delà duquel des anomalies ou des inexactitudes auraient un impact significatif sur :

- **La régularité des comptes** : Cela signifie que si les montants dépassent ce seuil, cela pourrait remettre en question la cohérence et la fiabilité des transactions comptables.
- **La sincérité des états de synthèse** : Les états financiers doivent refléter fidèlement la situation financière de l'entreprise. Si les écarts dépassent le seuil, cela pourrait affecter la sincérité des informations présentées.

¹ ARSALANE Chaimaa (2017), *L'approche par les risques : une alternative de l'approche d'audit classique*, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN : 2550-469X Numéro 2 : Septembre, P :24

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- **L'image fidèle du résultat, de la situation financière et du patrimoine** : Le seuil est utilisé pour garantir que les états financiers donnent une image fidèle de la performance et de la santé financière de l'entreprise.

- **Synthèse des risques et Plan d'Approche**

La phase préliminaire d'analyse des risques permet à l'auditeur de disposer d'une vision globale de l'entité auditée. Il identifie ainsi les zones sensibles impactant la fiabilité des comptes, évalue le niveau général de risque, et cible les domaines prioritaires à contrôler en détail. L'examen des spécificités organisationnelles et environnementales met en lumière les facteurs aggravants ou atténuants du risque d'audit, orientant sa stratégie d'intervention. Dans ce secteur d'activité, l'existence d'un contrôle interne réglementé, l'importance des actifs gérés pour tiers, les processus standardisés et l'absence de particularités comptables complexes tendent à diminuer les risques. En conséquence, l'audit se focalisera sur l'évaluation du dispositif de contrôle interne et des systèmes d'information clés.

Les éléments clés couverts :

- Compréhension d'ensemble de l'entreprise.
- Identification des zones sensibles sur les comptes.
- Appréciation du degré de risque global.
- Ciblage des domaines à risque élevé à contrôler.
- Analyse des facteurs atténuants/aggravants du risque d'audit.
- Dans ce secteur : contrôle interne, actifs tiers, standardisation des processus -> risques atténués
- Focalisation de l'audit sur l'évaluation du contrôle interne et des SI.

B. Appréciation du contrôle interne¹

Le contrôle interne joue un rôle crucial dans la fiabilité des états financiers d'une entreprise. Voici les points essentiels à considérer :

- **Réduction des Travaux d'Audit** : Un bon contrôle interne permet à l'auditeur de réduire les travaux de contrôle des comptes. En comprenant les procédures de traitement des données mises en place, l'auditeur peut évaluer leur efficacité et identifier les points forts et faibles.

¹ ARSALANE Chaimaa, 2017, L'approche par les risques : une alternative de l'approche d'audit classique
Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN: 2550-469X Numéro 2.P :27-28.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- **Objectif de Certification des États de Synthèse** : L'auditeur apprécie le contrôle interne en fonction de cet objectif. Il se concentre sur les systèmes conduisant à des comptes significatifs et effectue des tests de conformité pour évaluer leur bon fonctionnement.
- **Description Détaillée des Procédures** : L'auditeur doit décrire minutieusement les procédures de contrôle interne. Le manuel de procédures de la société est une source d'informations utile. L'environnement informatique doit également être pris en compte.
- **Points Forts et Points Faibles** : L'auditeur conclut en identifiant les points forts à valider et les points faibles susceptibles de générer des fraudes. Cela permet de déterminer le seuil de signification.

C. La phase finale¹

- **Audit des Comptes et Contrôle Interne : Certification et Vérification**

L'audit des comptes repose largement sur l'appréciation du contrôle interne par l'auditeur, en tenant compte du volume et du nombre de comptes à traiter. Les points forts identifiés lors de la revue du contrôle interne permettent d'ajuster les travaux de clôture sur certains comptes. L'auditeur doit effectuer les étapes suivantes à chaque clôture :

- **Examen Analytique Global** : Évaluation des tendances et des écarts significatifs.
- **Rapprochements** : Comparaison entre les données de gestion et les données comptables.
- **Analyse des Comptes en Suspens** : Vérification des comptes en attente.

Ces contrôles permettent à l'auditeur de se forger une opinion sur les soldes des comptes de bilan et de s'assurer de l'enregistrement correct et exhaustif des produits et charges. L'objectif est de garantir la réalité des actifs et l'exhaustivité du passif.

L'importance accordée à cette phase dépend de l'évaluation du contrôle interne. L'auditeur dispose de différentes techniques de contrôle, notamment :

- **Contrôles sur Pièces** : Examen des documents reçus par l'entreprise, des documents créés par elle et des recoupements internes.
- **Observation Physique** : Vérification de l'existence d'actifs (immobilisations corporelles, stocks, espèces en caisse).

¹ ARSALANE Chaimaa (2017), *L'approche par les risques : une alternative de l'approche d'audit classique*, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN : 2550-469X Numéro 2 : Septembre, P :24

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- **Confirmation Directe** : Obtention d'informations sur les soldes de comptes auprès de tiers (immobilisations, stocks, créances, dettes, banques, personnel).

L'examen analytique implique des comparaisons entre les données des comptes annuels, antérieurs et prévisionnels. Il permet de vérifier la cohérence des états financiers, leur conformité aux principes comptables et la prise en compte des événements postérieurs à la date de clôture.

Enfin, l'auditeur examine l'annexe pour s'assurer qu'elle respecte les dispositions légales et réglementaires et contient des informations significatives sur la situation financière et le résultat de l'entreprise.

➤ **Rapport d'Audit et Synthèse des Contrôles**

Après avoir effectué les contrôles, l'auditeur certifie que les comptes annuels sont :

- **Réguliers** : Conformes aux normes comptables et réglementaires.
- **Sincères** : Fidèles à la réalité financière de l'entreprise.
- **Donnant une image fidèle** : Reflétant correctement le résultat des opérations et la situation financière à la fin de l'exercice.

L'auditeur précise avoir réalisé les diligences nécessaires selon les normes professionnelles. Les comptes annuels sont annexés au rapport. En cas de certification avec réserve(s) ou de refus de certification, le commissaire aux comptes expose clairement les motifs, si possible en chiffres, pour évaluer l'incidence.

➤ **Etablissement du rapport d'audit**

Il s'agit de la dernière étape où l'auditeur résume l'ensemble de ses travaux réalisés tout au long de sa mission.¹

- **Le rapport se compose de deux parties :**
 - Opinion sur les Comptes Annuels.
 - Vérifications et Informations Spécifiques.

Il s'agit de la dernière étape où l'auditeur résume l'ensemble de ses travaux réalisés tout au long de sa mission.

¹ <https://apprendrelaudit.com/les-differentes-etapes-dune-mission-daudit/> (consulté le 28/04/2024 à 16 :12)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

À l'ère actuelle, aucune organisation, qu'elle relève du secteur public ou privé, qu'elle soit de petite ou de grande envergure, ne peut faire l'économie de s'attaquer aux défis posés par la transformation digitale. Ce phénomène pluriel, source d'appréhensions mais également vecteur d'opportunités stimulantes, s'impose comme une thématique incontournable et polymorphe.

En effet, les enjeux de la digitalisation transcendent les secteurs d'activité et touchent au cœur même des métiers et des processus organisationnels. Ils impactent l'ensemble des parties prenantes, des sphères managériales aux opérationnels de terrain. Loin d'être une problématique monolithique, la transformation digitale résulte en réalité de la convergence de multiples innovations majeures survenues ces dernières années : l'intelligence artificielle, la dématérialisation des flux, l'omniprésence du numérique et l'explosion des volumes de données

2.3. Définition de la digitalisation

La digitalisation représente le processus par lequel un élément tangible tel qu'un objet, un outil, un processus ou une profession est converti en code informatique dans le but de le substituer et d'améliorer ses performances.

Ce phénomène de transformation a débuté dès les débuts d'Internet, marqué par le remplacement du courrier traditionnel par les courriers électroniques, des interactions en face-à-face par des échanges sur des forums en ligne, et des transactions commerciales en magasin par des plateformes de commerce électronique.

Actuellement, la digitalisation s'étend à des domaines plus vastes et sophistiqués, comme l'utilisation de caisses automatiques, de systèmes de répondeurs automatisés et de la communication via les réseaux sociaux. Ainsi, la digitalisation émerge comme un phénomène intrinsèquement lié à l'avènement d'Internet et aux progrès incessants de la technologie informatique.¹

Selon Fayon : « *Les transformations liées au numériques sont en première approche de trois ordres, l'automatisation pour la reproduction mécanique d'une séquence d'action à l'aide d'un programme, la dématérialisation pour le remplacement de supports matériels par des fichiers informatiques et la désintermédiation pour la suppression des intermédiaires rendue possible avec le numérique* »².

¹ <https://www.alphalives.com/digitalisation> (consulté le 01/05/2024 16:46)

² David fayon (2018), *Mesure de la maturité numérique des acteurs bancaires dans une perspective de transformation digitale, gestion et mangement*, université Paris –Saclay, P :16.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

Selon Patrick STORHAYE, la digitalisation consistait à :« *La révolution digitale correspond à la combinaison de la numérisation de l'information et de sa mise en réseaux sur un plan mondial, présente très certainement des caractéristiques comparables : celles d'une transformation profonde, sans précédent à la fois dans son intensité mais aussi dans sa vitesse, dont l'origine est certes d'ordre technique mais dont les conséquences sociales sont considérables, irréversibles, inéluctables et infinies* ».

La transformation digitale désigne le processus d'intégration d'outils numériques dans le fonctionnement d'une entreprise afin d'en améliorer les performances. Il s'agit d'une approche globale, qui ne se limite pas à moderniser ou automatiser certains aspects d'une organisation : la notion de transformation implique de véritables modifications au sein même du business model et de la manière de fonctionner d'une entreprise. Il englobe à la fois une dimension technologique, mais aussi un aspect stratégique et social¹.

La transformation digitale se manifeste à travers plusieurs caractéristiques distinctives, notamment² :

- **L'abolition des contraintes temporelles et spatiales** : Les données sont désormais accessibles en temps réel et de manière ubiquitaire, quel que soit l'endroit où l'utilisateur se trouve dans le monde.
- **La dissolution des frontières entre le monde physique et numérique** : Les objets de la vie quotidienne sont désormais interconnectés, créant ainsi un environnement où les interactions se font de plus en plus entre les deux mondes.
- **L'accent mis sur l'expérience client** : L'utilisateur est placé au centre des préoccupations, ce qui se traduit par une attention accrue portée à la personnalisation des services et à la satisfaction des besoins individuels.
- **L'universalité d'Internet** : L'accès à Internet devient de plus en plus démocratisé, permettant à un nombre croissant de personnes d'accéder à une vaste gamme de ressources et de services en ligne.

La transformation digitale peut être vue de deux manières : elle peut être une menace car les changements rapides qu'elle entraîne bouleversent les pratiques commerciales habituelles et remettent en question les modèles économiques en place. Mais elle peut aussi être une opportunité car les nouvelles technologies numériques offrent la possibilité de créer des modèles d'affaires innovants dans de nombreux secteurs différents.

¹ <https://www.talend.com/fr/resources/transformation-digitale/> (consulté le 07/05/2024 10,45)

² BELLALIJ Mounia (2021), *Introduction à la transformation digitale*, Revue Internationale du Chercheur, Volume 2: Numéro 2, P: 1249 – 1269.

2.4. Les objectifs de la digitalisation

La digitalisation a plusieurs objectifs¹ :

2.4.1. Une stratégie de transformation basée sur l'intelligence économique

L'internet facilite grandement l'accès à l'intelligence économique, mais la rend aussi plus complexe à obtenir. Bien que nous puissions accéder à une abondance d'informations en ligne, il est crucial de savoir mener des recherches efficaces, de ne pas être submergé par le volume de données et de vérifier leur véracité. Ainsi, l'internet présente deux facettes : d'un côté, il offre une quantité accrue de données dans un délai réduit, mais d'un autre côté, il est impératif d'assurer la fiabilité et l'exactitude de ces données.

2.4.2. Les clients sont placés au cœur des préoccupations de l'entreprise

La digitalisation met à la disposition des consommateurs une panoplie d'outils numériques leur permettant un accès permanent et facilité à de multiples ressources informationnelles. Dans le secteur privé marchand, cette démocratisation des canaux de communication engendre de profondes mutations dans les stratégies relationnelles des entreprises vis-à-vis de leur clientèle finale. Ces dernières ont désormais tendance à exploiter ces vecteurs pour recueillir en temps réel les attentes, préférences et retours d'expérience de leurs consommateurs.

Ces interactions continues et enrichies permettent non seulement d'affiner la conception de nouveaux produits et services en adéquation avec la demande, mais aussi d'optimiser les offres commerciales existantes. Elles constituent également un vecteur privilégié pour mesurer précisément l'accueil réservé aux lancements de nouveaux services ou produits sur le marché.

2.4.3. Faciliter la transaction faite avec le client

L'adoption d'une stratégie commerciale omnicanale, combinant harmonieusement circuits de distribution physiques et numériques, se révèle être un levier de performance majeur. En effet, les études démontrent qu'un consommateur naviguant de manière fluide entre ces différents points de contact tend à générer un panier d'achat significativement supérieur à celui d'un client captif d'un canal unique. Ce phénomène vertueux s'explique par un effet de complémentarité permettant de cumuler les ventes additionnelles réalisées sur chaque environnement. L'optimisation de cette synergie entre expériences d'achat réelles et virtuelles

¹ AIT LEMQEDDEM Hamid et CHOUAY Jihane (2020), *Le rôle de la digitalisation dans l'efficacité de l'audit Interne*, Revue Française de l'Economie et de Gestion, N°01, P :53-55.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

constitue ainsi un puissant catalyseur pour stimuler durablement la croissance des revenus des entreprises

2.4.4. Améliorer les pratiques et processus décisionnels

La digitalisation affecte l'ensemble des services au sein d'une organisation, et non pas uniquement les départements de marketing ou de communication. Son influence s'étend sur quatre principaux axes, à savoir :

- **La stratégie** : L'impact de la digitalisation sur les services de l'organisation influencera inévitablement sa stratégie. Cela nécessitera une amélioration de la stratégie existante ou l'adoption d'une nouvelle stratégie conçue pour s'aligner avec le fonctionnement de l'organisation dans un environnement numérique
- **L'organisation** : La digitalisation influe directement sur la structure organisationnelle, car une fois que les services de l'entité ont été modifiés, cela entraîne des changements dans son organisation.
- **La technologie** : L'effet de la digitalisation sur la technologie réside dans le développement continu des plateformes et des outils afin de faciliter et d'accélérer le processus de transformation.
- **La culture de l'organisation** : Il sera nécessaire d'instaurer une "culture numérique" au sein de l'organisation

2.4.5. Eliminer la frontière entre le réel et le virtuel.

2.5. Les outils de la digitalisation

La transition numérique représente un processus stratégique primordial pour les entreprises. Celui-ci leur permet de s'aligner continuellement sur les avancées technologiques en constante mutation, et par là même, de préserver leur compétitivité sur des marchés extrêmement dynamiques et concurrentiels. Voici quelques-uns des outils fréquemment utilisés pour numériser les processus au sein des entreprises¹ :

2.5.1. Les systèmes de gestion intégrés (SGI) : Ces solutions logicielles ont pour vocation d'orchestrer l'ensemble des processus opérationnels clés d'une organisation, tels que la gestion financière, les ressources humaines, la production ainsi que la fonction commerciale et marketing. Ils permettent également la consolidation et l'exploitation analytique des données d'activité pour un pilotage efficient et une prise de décision éclairée.

¹ <https://fr.scribd.com/document/635379321/Les-Outils-de-La-Digitalisation> (consulté le 10/05/2024 11.23)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

2.5.2. Les plateformes collaboratives : Ces environnements numériques facilitent le travail d'équipe délocalisé en proposant une suite d'outils de communication et de partage synchrone comme la messagerie instantanée, l'échange de fichiers, l'agenda partagé ou encore les fonctionnalités de gestion de projet à distance.

2.5.3. Les solutions d'automatisation des processus : Elles visent à automatiser les tâches récurrentes et chronophages comme la facturation client, la gestion des stocks ou le traitement des commandes. L'objectif est de fluidifier ces processus en éliminant les sources d'erreurs humaines et en libérant du temps pour les collaborateurs.

2.5.4. Les plateformes de marketing digital : Elles regroupent les différents leviers technologiques permettant de promouvoir efficacement l'offre produits/services sur le web et les réseaux sociaux, parmi lesquels le e-mailing, le content marketing, le référencement naturel, ou encore le déploiement de campagnes publicitaires en ligne.

2.5.5. Les solutions de Business Intelligence (BI) : Elles ont pour finalité la collecte, le stockage ainsi que l'analyse poussée des données d'activité dans le but d'extraire des insights stratégiques et une connaissance fine de l'entreprise et de sa clientèle, généralement au moyen de tableaux de bord et reporting décisionnels.

2.5.6. Les architectures en Cloud computing : Elles permettent d'externaliser l'hébergement des données et solutions applicatives sur des infrastructures distantes et mutualisées. Cela confère davantage d'agilité aux entreprises tout en comprimant les coûts grâce à un mode de facturation à l'usage.

2.5.7. Les outils de cybersécurité : Ils constituent un socle de protection indispensable face aux cybermenaces et autres violations de sécurité informatique grandissantes, en assurant la confidentialité et l'intégrité des données par le biais d'antivirus, de firewalls, de solutions de chiffrement ou encore de gestion des habilitations d'accès.

2.6. Les étapes du processus de transformation digitale :

Les étapes du processus de transformation digitale sont les suivantes :¹

2.6.1. Évaluation de la maturité technologique

- **Audit technologique :** Conduire un audit pour évaluer la situation actuelle de l'entreprise en matière de technologies. Cela implique une analyse détaillée des outils et systèmes en place, ainsi que de leur utilisation efficace.

¹ CHABAULT Denis (2021), *Introduction à la gestion : La transformation digitale*, cours, Université Numérique en Economie gestion, Paris, P :07.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- **Analyse fonctionnelle** : Examiner le fonctionnement global de l'entreprise, identifier les compétences des utilisateurs des technologies, évaluer la satisfaction client et mesurer l'efficacité de la chaîne de valeur.

2.6.2. Définition d'une stratégie digitale

- **Stratégie claire** : Formuler une stratégie digitale précise, articulée autour d'objectifs spécifiques à atteindre.
- **Leadership engagé** : S'assurer que les dirigeants s'impliquent activement, en fournissant une vision et une direction pour guider l'entreprise à travers sa transformation numérique.

2.6.3. Sensibilisation et formation des collaborateurs

- **Implication des employés** : Engager les collaborateurs dans le processus de transformation numérique, en les rendant acteurs de l'innovation.
- **Gestion du changement** : Travailler à réduire la résistance au changement et à encourager l'adhésion et la participation active des employés au projet de transformation.

2.6.4. Approche test & learn :

- **Méthodologie itérative** : Adopter une approche itérative pour naviguer à travers l'incertitude de la transformation digitale.
- **Amélioration continue** : Établir des processus de feedback régulier pour ajuster et améliorer en continu les processus et les outils utilisés.

2.6.5. Exploitation des données pour l'expérience client

- **Amélioration par les données** : Utiliser les données collectées pour enrichir l'expérience client via les technologies numériques, telles que les sites web, les emails, les réseaux sociaux et les chatbots.
- **Analyse pour l'optimisation** : Procéder à une analyse approfondie des données pour affiner la stratégie de transformation digitale et en maximiser l'efficacité.

2.7. L'impact de la digitalisation sur les entreprises

La digitalisation a un impact significatif sur les entreprises à plusieurs niveaux¹ :

- 2.7.1. **Amélioration de l'efficacité opérationnelle** : Les technologies numériques permettent d'automatiser les processus, ce qui réduit les erreurs, accélère les flux de travail et améliore l'efficacité globale des opérations.
- 2.7.2. **Une gestion facilitée des données** : Grâce à la digitalisation, les entreprises ont la capacité d'accumuler, de traiter, d'analyser et de stocker des volumes croissants d'informations cruciales

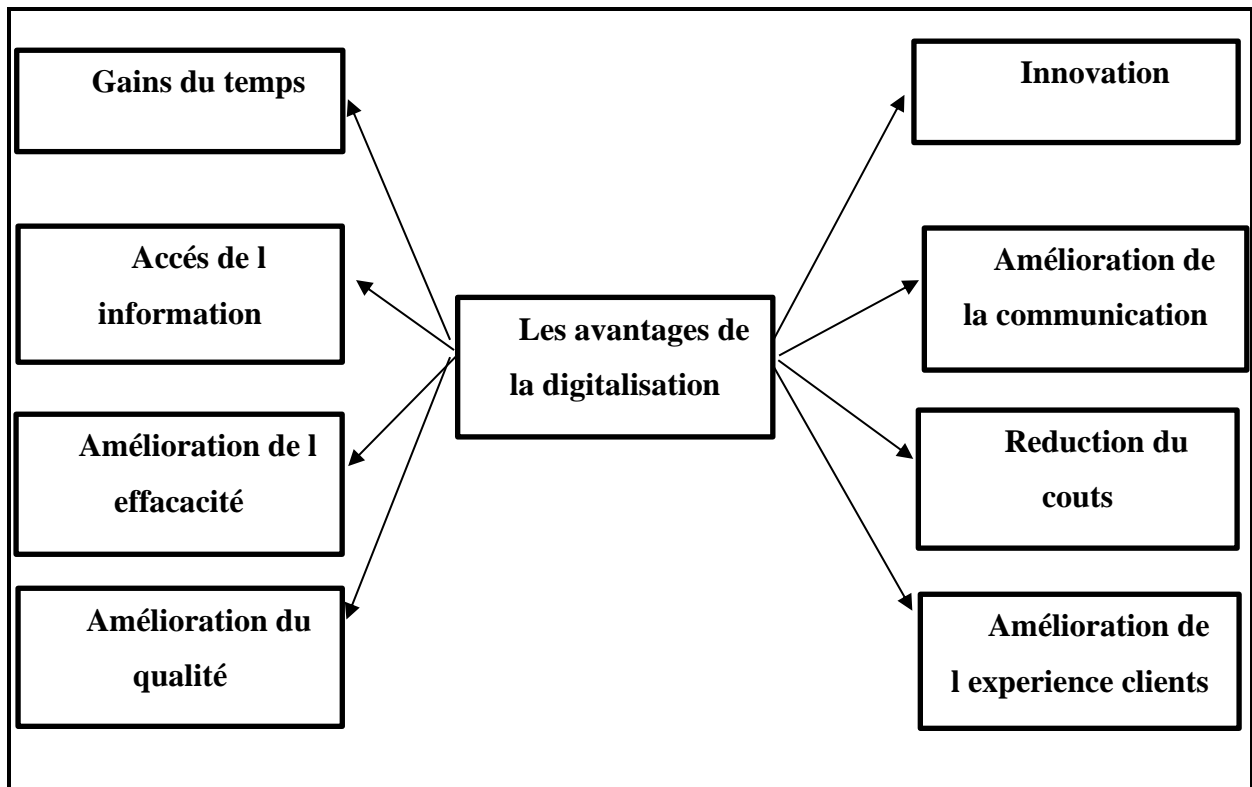
¹ <https://trustpair.fr/blog/digitalisation-entreprises-avantages-inconvenients/> (consulté le 12/05/2024 à 15 : 36)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

- 2.7.3. Optimisation de la relation client** : Les entreprises peuvent utiliser des outils numériques pour mieux comprendre et interagir avec leurs clients. Cela peut se traduire par une personnalisation accrue des offres, et une meilleure communication avec eux.
- 2.7.4. Une gestion plus efficace des risques** : La digitalisation permet d'automatiser et de systématiser la gestion des risques à un niveau impossible à atteindre avec des process uniquement manuels.

La figure illustre les avantages de la digitalisation, notamment l'amélioration de l'efficacité, la réduction des coûts, et l'innovation, ce qui peut contribuer significativement à la transformation digitale dans le cadre de l'audit. Chaque avantage est relié à un impact spécifique, comme l'amélioration de la qualité ou de l'expérience client.

Figure 3: les avantages de la digitalisation



Source : Élaboré par nos soins à partir des recherches.

2.8. La digitalisation de la fonction de l'audit :

Au XXe siècle, l'introduction à grande échelle des technologies de l'information et de la communication a entraîné des changements majeurs caractérisés par une numérisation généralisée des données. Cette évolution est facilitée par des outils informatiques de plus en plus accessibles et rentables, qui entraînent des changements continus dans divers domaines d'activité.

Les cabinets comptables spécialisés dans la fourniture de services de comptabilité et d'audit financier se trouvent à un carrefour technologique. Pour rester compétitives et se démarquer, les entreprises doivent repenser leurs modèles économiques et élargir leurs offres de services en intégrant des technologies de pointe et en proposant des solutions numériques innovantes. Ce besoin d'adaptation a été mis en évidence par des crises inattendues comme la pandémie de COVID-19, qui a contraint les professionnels à adopter le travail à distance pour maintenir la santé financière de leur entreprise.

En outre, L'industrie 4.0 vise à transformer les processus de production en adoptant des technologies avancées telles que l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

l'automatisation. Ces avancées permettent de moderniser les systèmes de production, de s'adapter aux évolutions technologiques, d'accroître l'efficacité de la production et de simplifier les processus d'approvisionnement et de livraison.¹

Les révolutions industrielles ont profondément influencé toutes les facettes des entreprises, remodelant leurs opérations commerciales. La science comptable, chargée d'analyser les données financières, est devenue encore plus essentielle avec l'explosion des informations découlant de ces révolutions. Dans l'ère de l'industrie 4.0, la production de Big Data a considérablement augmenté, rendant l'accès aux informations pertinentes plus complexe. Cette évolution a également conduit à une réduction du besoin en main-d'œuvre, car de plus en plus de données sont numérisées et intégrées dans les systèmes d'information comptable. Cela démontre que le système d'information comptable est fortement influencé par la révolution de l'industrie 4.0.²

2.8.1. Définition de l'audit 4.0

L'audit 4.0 se caractérise avant tout par l'automatisation des tâches à faible valeur ajoutée et l'adoption de technologies permettant d'analyser de vastes volumes de données en un temps record. Il repose également sur l'utilisation de techniques d'audit analytique, d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique pour faciliter et améliorer les contrôles et l'analyse des données. L'objectif ultime de l'audit 4.0 est d'accroître l'efficacité et la qualité des audits, tout en offrant une valeur ajoutée accrue aux clients.³

L'auditeur doit évoluer avec les technologies émergentes et acquérir une solide compréhension de l'impact de la numérisation sur les entreprises. Bien que l'avenir des technologies disruptives reste incertain, l'auditeur doit trouver des moyens d'auditer les nouvelles technologies telles que les robots et les machines artificielles. De plus, il doit intégrer la technologie numérique dans ses propres processus d'entreprise et d'audit afin de maintenir la qualité des audits malgré la pression croissante sur les coûts et les attentes des clients en

¹ MOUSSA Moustapha (2021), *L'industrie 4.0 et la transformation numérique de la comptabilité*, Journal of Academic Finance, Vol 12, P. 53–64.

² ABAKAR Moustapha ET YILMAZ Recep (2023), *Impact de la quatrième révolution industrielle sur les auditeurs indépendants et les pratiques d'audit*, Journal of Academic Finance Vol. 14 N° 2, Décembre, P :84.

³ <https://www.experts-comptables.fr/page-d-accueil> (consulté le 09/05/2024 à 12 :00)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

matière de valeur ajoutée. La numérisation offre des opportunités d'efficacité, de qualité et de création de valeur dans le domaine de l'audit.¹

2.8.2. Démarche de l'audit 4.0²

A. Rencontre de démarrage

- La rencontre de démarrage a pour objectif d'identifier les acteurs clés au sein de l'entreprise, ainsi que les processus qui doivent être pris en compte pour réaliser l'audit numérique.
- À l'issue de cette réunion, on obtient une idée claire du nombre d'ateliers requis pour évaluer la maturité numérique.

B. Préparation de la fiche d'entreprise

- L'entreprise complète la fiche en rassemblant les informations au mieux de sa connaissance et revoit tous les enjeux avec l'auditeur.
- Le rôle de l'auditeur est de valider que la fiche a été correctement remplie.

C. Réunion d'ouverture

- La réunion d'ouverture permet de rencontrer les différents intervenants et de les informer officiellement sur la démarche à suivre, ainsi que sur les informations attendues de leur part.
- L'échéancier de réalisation du projet est également confirmé lors de cette réunion.

D. Rencontres-ateliers de diagnostic

- Différents ateliers de revue des processus ont lieu. Durant ces rencontres, on passe en revue les étapes des différents processus d'affaires et on évalue le niveau de support apporté par les outils numériques.

E. Analyse des résultats et rédaction du rapport

- Après la réalisation des ateliers, l'auditeur compile les résultats des questions et analyse les données obtenues.
- Une fois ces étapes achevées, on rédige le rapport d'audit numérique.
- En plus de l'évaluation de la maturité numérique, le rapport contient un plan numérique et un plan d'action

¹ MEULDIJK Mark (2017), *Impact of the digitization on the audit profession*, KPMG, N°58, P:34.

² <https://eclaireur.ca/audit-4-0-definition/> (consulté le 28/04/2024 à 00 :03).

F. Présentation du rapport

- Le rapport complet est présenté à la haute direction de l'entreprise pour revue, discussion et approbation.

L'audit 4.0 a provoqué une transformation significative dans la profession d'auditeur grâce à l'adoption de technologies numériques avancées. Les tâches répétitives sont désormais automatisées, ce qui permet aux auditeurs de se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée.¹

En substance, l'audit 4.0 s'inscrit dans la révolution de l'industrie 4.0, où la technologie transforme radicalement la façon dont les entreprises fonctionnent. Au lieu de se limiter à la vérification de la conformité, l'audit 4.0 vise à intégrer des technologies de pointe pour repenser et optimiser les processus d'affaires.²

Dans ce nouveau paradigme, l'audit doit explorer trois leviers puissants : la technologie, le capital humain et l'intelligence collective³. Cela permet aux auditeurs de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée, tout en améliorant l'efficacité, la sécurité et la transparence.

2.8.3. Les principales tendances numériques influençant la profession d'auditeur

A. Intelligence Artificielle³

Selon la plupart des définitions, l'intelligence artificielle (IA) désigne à la fois le matériel et le logiciel capables d'apprendre, de raisonner, de s'adapter, d'analyser, de juger et d'exécuter des processus décisionnels complexes, à l'instar du cerveau humain. L'IA est également connue sous le nom de technologie cognitive ou informatique cognitive. Son introduction dans les cabinets comptables suscite de nombreuses interrogations et incertitudes. De plus, l'automatisation des tâches manuelles par les machines a été un élément clé de la révolution industrielle. D'un point de vue opérationnel, l'utilisation de l'IA dans les cabinets comptables soulève des questions sur sa place, son impact sur l'emploi et les implications organisationnelles et en termes de compétences. Cependant, en plaçant l'humain au cœur du processus décisionnel grâce à des outils basés sur l'IA, de nouvelles opportunités s'ouvrent aux professionnels.

¹ <https://www.pwc.ch/fr/insights/disclose/27/audit-4-0-2e-partie-auditeurs-hautement-performants.html> (consulté le 28/04/2024 à 02 :03).

² <https://www.azureo.ca/audit-4-0/> (consulté 29/04/2024 à 05 :30).

³ <https://blog.hexagone-strategie.com/blog/expert-comptable-importance-intelligence-artificielle> (consulté le 25/04/2024 à 14 :30).

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

L'utilisation de l'intelligence artificielle pour analyser de vastes quantités de données facilite l'identification de modèles au sein de ces données. L'IA résulte de l'exploitation du Big Data et de l'apprentissage automatique (ML) pour comprendre le passé et prédire l'avenir. Ses applications se retrouvent dans divers secteurs tels que la fabrication, les ventes, les achats, la comptabilité et la finance, l'audit, la recherche et développement, ainsi que la gestion des ressources humaines.

B. La Blockchain

Selon l'Institut des comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles, la blockchain est bien plus qu'une simple technologie. Il s'agit d'un protocole innovant d'enregistrement décentralisé des transactions et de transfert de propriété. Cette approche repose sur un registre distribué, où chaque transaction est enregistrée dans un bloc cryptographiquement sécurisé et stockée sur différents ordinateurs indépendants. Cette décentralisation donne un contrôle partagé et immuable au réseau sans qu'une seule entité ne le gère. La blockchain a suscité un grand intérêt dans le domaine de la comptabilité et de l'audit en raison de ses propriétés uniques. Différentes générations de technologie blockchain ont été identifiées. Blockchain 1.0 permet les transactions numériques de crypto-monnaie, Blockchain 2.0 exploite les contrats intelligents, Blockchain 3.0 étend les applications au-delà de la crypto-monnaie et de la finance au gouvernement, aux soins de santé et aux chaînes d'approvisionnement, et Blockchain 4.0 active la blockchain Destiné au partage de chaînes et à l'IA.¹

C. Le Big data et big data Analytics

Le Big Data est un concept important qui fait référence à des données qui ne suivent pas la structure normale des bases de données traditionnelles. L'une des premières définitions largement citées du Big Data provient d'un rapport Gartner de 2001, qui suggérait que le Big Data est défini par le volume, la vitesse et la variété (les trois V). Nous avons ensuite élargi cette définition en 2012 pour inclure la véracité, qui fait référence aux exigences de fiabilité et d'incertitude concernant les données et les résultats de l'analyse des données. L'analyse du Big Data consiste à collecter, stocker et analyser des données à grande vitesse à l'aide de techniques analytiques avancées sur des ensembles de données vastes et diversifiés, y compris une variété

¹ ALLOULI Nadia et BOUMESKA Mustapha (2023), *L'Impact de la transformation digitale sur l'audit externe : Nouvelles perspectives et pratiques émergentes* : Revue systématique de littérature Novembre 2023 Revue AME Vol 5, No 4, Octobre, 135-153 p :139

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

de données structurées, semi-structurées et non structurées. Analyse des mégadonnées », 2015).
Tailles du téraoctet au zettaoctet Diverses sources (IBM, 2023)¹

D. Automatisation des processus robotiques

La RPA (Robotic Process Automation) est un logiciel qui permet aux utilisateurs finaux de programmer ou d'instruire facilement des tâches répétitives et basées sur des règles. Elle est particulièrement utile dans un environnement où plusieurs systèmes peu intégrés sont courants. Par exemple, elle est souvent utilisée lorsque la sortie d'un processus financier doit être saisie dans un autre processus, ou lorsque plusieurs sources d'informations doivent être consultées. Certains la surnomment même l'automatisation de chaise pivotante, en référence à l'image d'un employé pivotant sa chaise pour accéder à différents systèmes et saisir et vérifier des informations².

2.8.4. Impacts de la Digitalisation sur les Méthodes d'Audit

Cette décision de passer au digital va marquer l'histoire de développement de la fonction d'audit. Car il ne s'agit pas seulement de faire appliquer la technologie mais c'est un changement qui va impacter l'essence du métier : le cadre légal, les compétences, les objectifs, les besoins des clients...

Tableau 5: Les principaux effets de la digitalisation sur la profession d'audit

Effets	
Le métier d'audit	Amélioration de la structuration du processus d'audit, diminution des risques d'erreurs et minimisation des risques accrus des fraudes internes.
Les cabinets d'audit	Audit plus pertinent à forte valeur ajoutée, évolution de l'offre d'audit et Développement de nouveaux services d'audit
Profil des auditeurs	Amélioration des compétences en matière de technologie digitale, Intégration des nouveaux profils ayant des connaissances liantes entre l'audit et l'informatique et amélioration de la qualité de la profession de l'auditeur.

Source : RAMDI (Imane), La technologie digitale et la profession d'audit : Quel impact ? IJAFAME, Volume 2, 2021, PP.126-144, P :139.

¹ ALLOULI Nadia et BOUMESKA Mustapha (2023), *L'Impact de la transformation digitale sur l'audit externe : Nouvelles perspectives et pratiques émergentes* : Revue systématique de littérature Novembre 2023 Revue AME Vol 5, No 4, Octobre, 135-153. p :140.

² MCGHEE Maggie et GRANT Simon (2019), *Audit and technology*, The Association of Chartered Certified AccountantsACCA, juin, New Zealand, P :10.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

2.8.5. Défis de la Digitalisation d'Audit¹

- A. Adaptation des compétences :** Les auditeurs doivent acquérir de nouvelles compétences pour intégrer les technologies numériques dans leur travail. Cela inclut la maîtrise de l'analytique de données, l'automatisation des processus et l'intelligence artificielle.
- B. Risques liés à la transformation digitale :** Les auditeurs doivent identifier et gérer les risques associés à la transformation numérique, notamment : B. Perte de contrôle sur les données et vulnérabilité aux cyberattaques.
- C. Changement de la culture :** La transformation numérique nécessite une culture qui encourage l'innovation et l'adaptation, ce qui peut s'avérer difficile pour certaines entreprises. Intégration de la technologie : les auditeurs doivent intégrer la technologie numérique dans leur travail pour fournir une analyse précise et des conseils éclairés, ce qui nécessite un investissement important dans l'infrastructure et la formation. Dans certains cas, cela peut arriver.
- D. Normes et réglementations :** Les normes et réglementations en matière d'audit doivent être mises à jour pour prendre en compte les nouvelles technologies et les risques liés à la transformation digitale.

2.8.6. Les Opportunités de la Digitalisation d'Audit

L'ère numérique offre aux auditeurs une multitude de possibilités pour²:

- A. Amélioration de la productivité :** La transformation numérique peut automatiser certaines tâches, augmentant ainsi la productivité des auditeurs et réduisant les coûts.
- B. Accès à de nouvelles données :** La transformation numérique permet d'accéder à de nouvelles données et à de nouvelles sources d'informations qui permettent aux auditeurs de fournir des analyses plus précises et des conseils éclairés.
- C. Meilleure collaboration :** La transformation numérique permet une collaboration plus efficace avec les parties prenantes, y compris les fonctions commerciales responsables de la numérisation, améliorant ainsi la communication et la prise de décision.
- D. Détection des anomalies :** La technologie numérique facilite la détection des anomalies et des transactions atypiques, aidant les auditeurs à identifier les risques et à prendre des mesures pour les réduire.

¹ ALLOULI Nadia et BOUMESKA Mustapha (2023), *L'Impact de la transformation digitale sur l'audit externe : Nouvelles perspectives et pratiques émergentes* : Revue systématique de littérature Novembre 2023 Revue AME Vol 5, No 4, Octobre, 135-153. p :140. p :149.

² [Comment le digital révolutionne le métier d'auditeur | Les Echos](#) (consulté le 21/05/2024 à 08 :35)

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

E. Meilleure conformité : La transformation numérique facilite le respect des normes d'audit et des réglementations, réduit le risque de non-conformité et améliore la réputation d'une entreprise. En résumé, la transformation numérique pose des défis à la profession d'audit, notamment en ce qui concerne l'adaptation des compétences et les risques liés à la transformation numérique et à l'intégration technologique. Cependant, elle offre également des opportunités d'augmenter la productivité, d'accéder à de nouvelles données, de collaborer plus efficacement, de détecter les anomalies et d'améliorer la conformité aux normes et réglementations.

La transformation digitale a profondément modifié la profession d'auditeur, notamment par l'intégration de technologies avancées qui optimisent les processus d'audit. L'audit traditionnel, qui comprend des phases de planification, d'exécution et de finalisation, bénéficie désormais d'outils numériques permettant une meilleure collecte et analyse des données. Ces outils incluent les logiciels d'audit, les plateformes de collaboration en ligne, et les outils d'analyse de données, facilitant ainsi la détection des anomalies, l'évaluation des risques, et la communication au sein des équipes d'audit.

L'adoption des technologies numériques améliore non seulement l'efficacité et la précision des audits, mais renforce également la transparence et la traçabilité des processus d'audit, ce qui accroît la fiabilité des résultats obtenus. Dans ce contexte, l'audit 4.0 se distingue par son utilisation de l'intelligence artificielle (IA), du Big Data, et de la blockchain. L'IA, par exemple, permet d'automatiser les tâches répétitives et de se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée, tout en facilitant l'analyse de vastes quantités de données pour identifier des modèles et des anomalies.

Les défis de la transformation digitale incluent l'adaptation des compétences des auditeurs, la gestion des risques associés à la digitalisation, et le besoin de mise à jour des normes et réglementations d'audit. Cependant, cette transformation offre également des opportunités significatives, telles que l'amélioration de la productivité, l'accès à de nouvelles données, une meilleure collaboration avec les parties prenantes, et une meilleure conformité aux normes d'audit et aux réglementations.

CHAPITRE I : l'audit et La transformation digitale

En conclusion, la digitalisation permet aux auditeurs de se concentrer sur des tâches à forte valeur ajoutée et d'obtenir des informations plus précises. Elle présente néanmoins des enjeux de sécurité et de protection des données qui nécessitent une vigilance accrue. À l'avenir, l'audit continuera d'évoluer avec les technologies émergentes, permettant ainsi un audit en temps réel et renforçant la transparence et la confiance dans les processus financiers.

Cocclusion

Ce chapitre montre l'importance cruciale de l'audit pour la gestion moderne des entreprises, assurant la transparence et la fiabilité des informations financières. L'audit interne améliore les processus et la gestion des risques, tandis que l'audit externe certifie la régularité des états financiers. Les audits légaux et contractuels montrent la flexibilité des missions d'audit. L'audit identifie les risques et inefficacités, aidant à améliorer la performance et prévenir les fraudes. La digitalisation transforme l'audit avec l'IA et le big data, automatisant les tâches répétitives et permettant des analyses plus stratégiques. En intégrant ces technologies, les auditeurs améliorent la qualité de leurs prestations et protègent les données, faisant de l'audit un levier essentiel pour la gouvernance et la pérennité des entreprises.

***CHAPITRE II : DEROULEMENT D'UNE
MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES.
CAS TRAITÉ AU NIVEAU D'UN CABINET
D'AUDIT.***

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITÉ AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Introduction :

Le deuxième chapitre de ce mémoire se focalisera sur la mise en pratique des concepts abordés précédemment, en se basant sur notre expérience de stage au sein du cabinet d'expertise ZAZOUA.

Notre étude de cas est divisée en deux sections distinctes. Dans la première section, Nous débuterons en présentant le cabinet ZAZOUA, un acteur important dans le domaine d'expertise comptable. La seconde section se concentre sur la mission de commissariat aux comptes réalisée pour l'entreprise ALPHA pour l'exercice 2023. Cette section commence par la présentation de l'entreprise, suivie par une évaluation des contrôles internes et un examen des comptes. Enfin, des conclusions générales sont tirées, résumant les observations clés et les recommandations découlant de l'analyse de la mission de commissariat aux comptes pour l'entreprise ALPHA.

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil : cabinet ZAZOUA

Dans cette première section, nous allons présenter le cabinet ZAZOUA dans lequel nous avons traité notre étude de cas, en mettant en avant son organisation, ses domaines d'activités, ainsi que les services qu'il propose.

1.1. Présentation du cabinet ZAZOUA

Cabinet ZAZOUA est un cabinet d'expertise comptable et de Commissariat aux Comptes implanté à Alger. Fort d'une histoire de plus de 50 ans, le cabinet a été créé par le feu Abderrahmane ZAZOUA en 1968, il a su instaurer des valeurs de rigueur et de travail bien. Il est dirigé depuis 2015 par Akram Djamel ZAZOUA, Expert-comptable diplômé inscrit à l'Ordre des Experts comptables et Commissaire aux Comptes et à la chambre des Commissaires aux Comptes, titulaire d'un master en Comptabilité, Contrôle et Audit de l'Université de Lille 2 France et ayant travaillé dans plusieurs multinationales et grands cabinets Internationaux dont General Electric, Wincor Nixdorf et Deloitte, il a su apporter, les outils nécessaires permettant le développement du cabinet et surtout apporter des réponses concrètes aux attentes des clients et principalement les multinationales.

1.2. Organigramme et organisation du cabinet

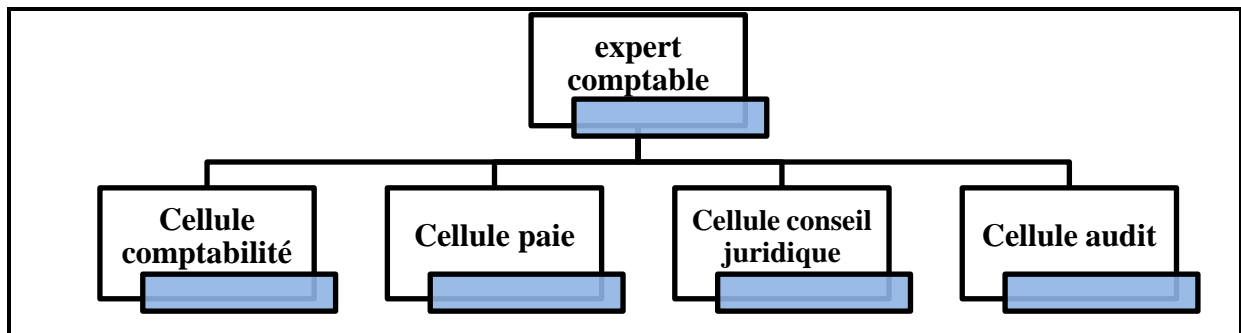
1.2.1. Organisation du cabinet

Le cabinet, dirigé par des experts de l'audit et de la comptabilité, est organisé pour aider dans plusieurs domaines d'affaires. Il met à disposition de ses clients un groupe de professionnels prêts à répondre à leurs besoins tout au long de la vie de leur entreprise. Cela signifie qu'ils sont là pour aider depuis le début de l'entreprise jusqu'à son développement et sa stabilité, offrant un soutien adapté à chaque étape.

1.2.2. Organigramme du cabinet

L'organigramme du cabinet est le suivant :

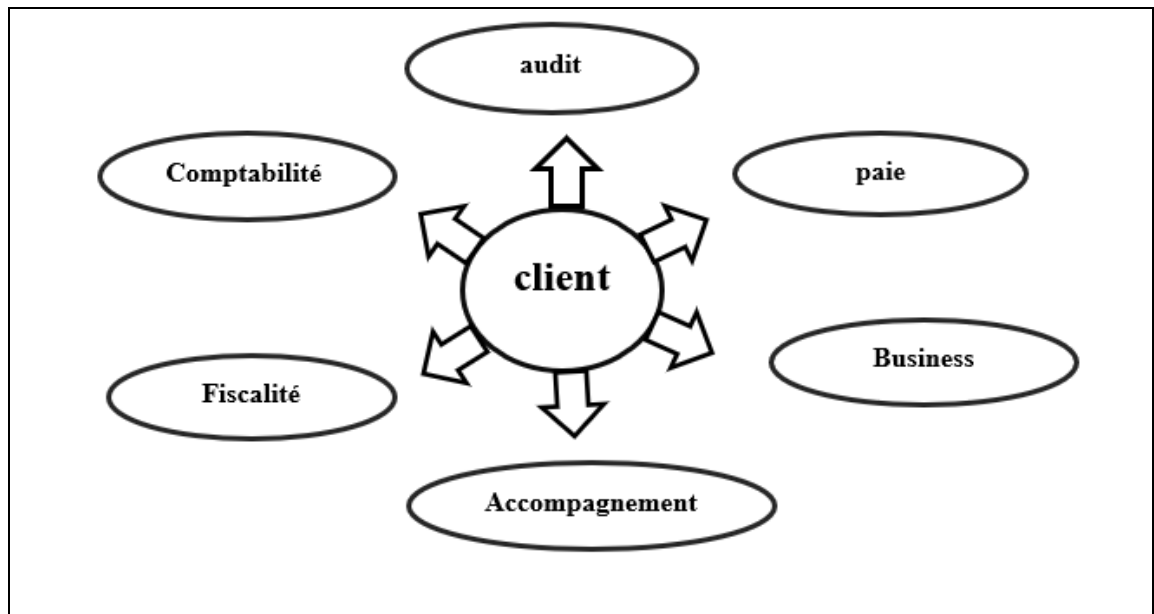
Figure 4: Organigramme du cabinet.



Source : Élaboré par nos soins à partir du document interne du cabinet.

1.3.Domains d'intervention : Il effectue des missions dans :

Figure 5: Domaines d'intervention du cabinet.



Source : Élaboré par nos soins à partir du document interne du cabinet.

➤ **Comptabilité :**

Audit des comptes annuels, situations comptables intermédiaires, tenue et surveillance de la comptabilité, retraitement comptable suivant normes groupe et reporting.

➤ **Les finances :**

Analyse de gestion financière et de rentabilité des capitaux investis, ratios financiers, techniques d'analyse et de gestion du fonds de roulement, assistance dans la relation avec les banques, analyse de structure financière, établissement de plans de trésorerie, construction de plans de financement à moyen et long terme, choix des modes de financement et établissement de dossiers de crédit, et tableau d'emplois et de ressources (historique et prévisionnel).

➤ **Gestion de ressources humaines**

Etablissement des bulletins de paie, établissements des déclarations de cotisations auprès des organismes sociaux, rédaction des contrats de travail, rédaction de ruptures de contrat de travail, et audit social de conformité.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

➤ **Fiscalité**

Etablissement et contrôle de toutes déclarations fiscales, réalisations d'études et de consultations fiscales et assistance en cas de contrôle de l'administration fiscale.

➤ **Juridiques**

Choix de la forme juridique de la société, constitution de sociétés et des formalités immatriculation, réalisation d'opérations d'augmentation de capital, de cession de parts, de transformation, de dissolution, et de liquidation.

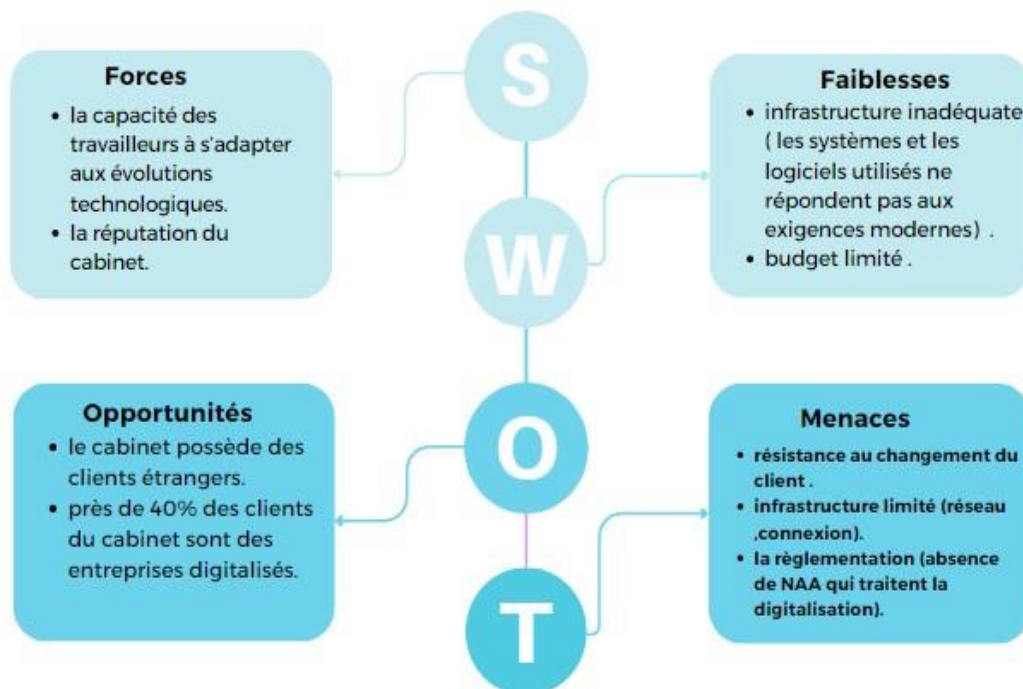
➤ **Accompagnement Conseils et de stratégie**

Analyse des coûts, des marges et de la rentabilité, mise en place et suivi de contrôle analytique, choix du financement des investissements, projets d'investissement : coût et rentabilité, diagnostic des besoins de l'entreprise accompagnement et recherche de solutions assistance et suivi de l'évolution.

1.4.L'analyse SWOT du cabinet :

Nous avons analysé l'environnement interne et externe de notre cabinet. Pour ce faire, nous avons élaboré une analyse SWOT, que nous présentons comme suit :

Figure 6: Analyse SWOT du cabinet.



Source : Élaboré par nos soins.

1.5. Présentation de l'entreprise auditée ALPHA

Dans le cadre d'une mission d'audit légal effectuée par le cabinet ZAZOUA nous allons essayer de mener notre étude de cas sur une des entités clientes du cabinet.

Afin de préserver la confidentialité des informations du client, nous avons choisi d'utiliser le pseudonyme "ALPHA" pour désigner l'entité faisant l'objet de notre étude de cas.

Notre étude de cas porte sur une société industrielle spécialisée dans la production d'équipements pour centrales électriques, ayant pour mission la réalisation de turbines à gaz, de turbines à vapeur, d'alternateurs et de systèmes de contrôle-commande. Ces équipements sont destinés à soutenir la capacité de génération électrique de l'Algérie.

Première productrice africaine d'équipements pour centrales électriques de grande puissance, cette société aspire à utiliser son savoir-faire et ses capacités de production pour devenir un acteur majeur de l'industrie énergétique internationale.

Section 2 : La mise en œuvre de la mission d'audit.

Dans cette section, nous allons effectuer une mission d'audit au sein de l'entreprise ALPHA. Cette mission s'est déroulée en trois phases (préparation, réalisation et conclusion)

2.1.La préparation de la mission

On commence par:

2.1.1. La Prise de connaissance de l'Entité et de son Environnement

Lors de la phase préliminaire de sa mission, le commissaire aux comptes a recueilli un ensemble d'informations et de documents clés, lui permettant d'acquérir une compréhension approfondie de l'entité auditée. Cette démarche initiale s'articule autour de plusieurs axes essentiels :

Tout d'abord, le commissaire a requis les statuts de l'entreprise, son organigramme ainsi que des éléments descriptifs de son organisation interne, détaillant notamment les différents services fonctionnels (production, approvisionnement, ressources humaines, comptabilité, gestion des sites, etc...).

Ensuite, il a cherché à appréhender le secteur d'activité dans lequel opère l'entité, en analysant ses principaux contrats et conventions en vigueur. Une attention particulière a également été portée sur l'environnement réglementaire applicable, notamment le référentiel comptable.

Par ailleurs, le commissaire aux comptes a procédé à l'examen des rapports d'audit précédents, des procès-verbaux des conseils et assemblées générales, lui permettant de retracer l'historique des audits passés et des décisions stratégiques prises.

Enfin, les états financiers (bilans, comptes de résultats) des trois derniers exercices comptables ont été étudiés, afin d'analyser l'évolution de la situation financière de l'entreprise.

Cette collecte d'informations exhaustive lors de la phase initiale est essentielle pour le commissaire, lui permettant de cerner les spécificités et les enjeux de l'entité auditée, et ainsi d'orienter efficacement la planification et la conduite de sa mission de certification.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Les documents collectés (voir l'annexe 01), tous les documents sont transmis par mails :

- États financiers.
- Balance générale.
- Grand livre.
- Statuts de l'entreprise.
- Registre de commerce.
- Contrats et conventions.
- Informations sur les associés et dirigeants.
- Mise a jours CASNOS et CNAS.
- Rapport du commissaire aux comptes des trois derniers exercices.
- Le procès-verbal de réunion de l'assemblée générale.
- Livres légaux...

S'agissant des méthodes de recueil des informations, il peut s'agir de :

- Les entretiens ;
- La documentation interne ;
- La visite des lieux d'implantation ;
- Le contact avec l'expert-comptable ainsi que les auditeurs précédents.

L'entreprise auditée s'inscrit résolument dans une démarche de digitalisation avancée de ses opérations. Elle a pleinement intégré les technologies de l'information et de la communication dans ses processus opérationnels quotidiens.

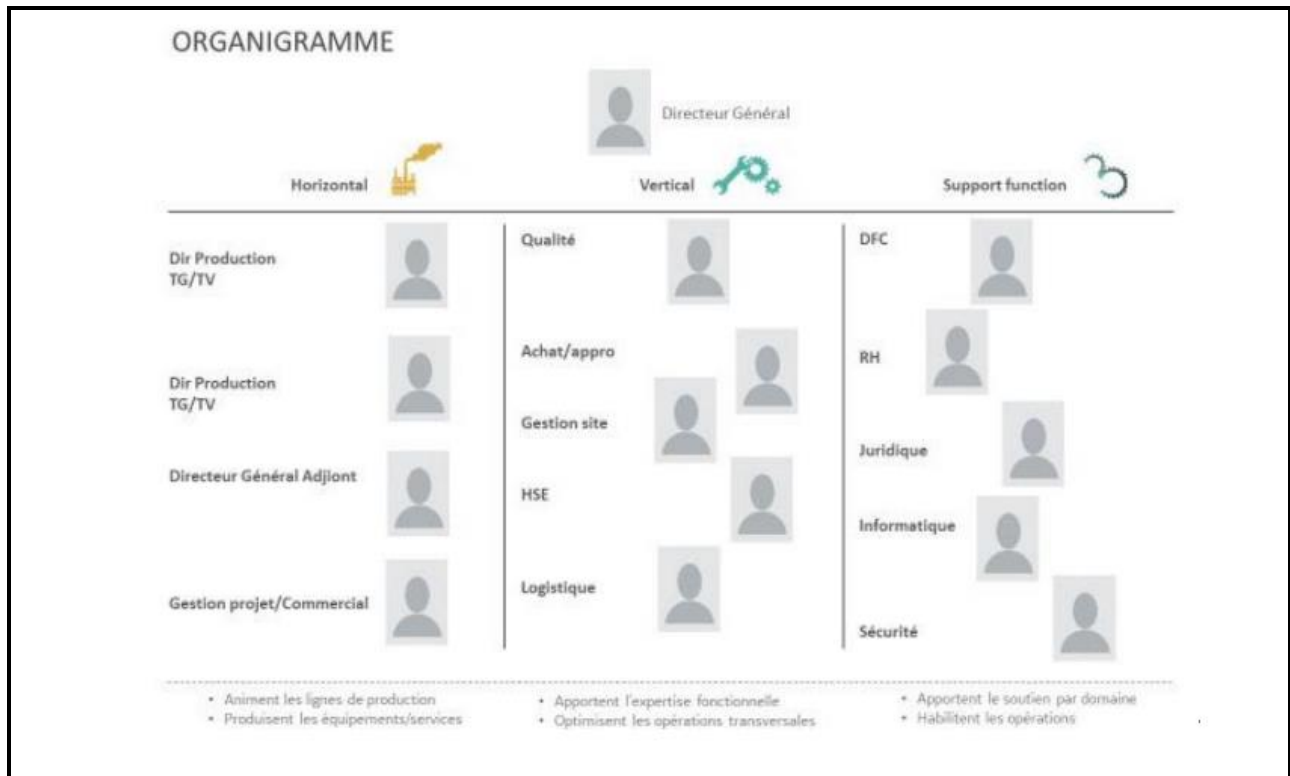
Le système d'information intégré SAP (Systems, Applications and Products) constitue l'épine dorsale de son système d'information, lui permettant d'optimiser et de rationaliser l'ensemble de ses processus métiers pour maintenir un haut niveau d'efficacité opérationnelle.

En outre, elle a déployé le système DMS (Daily Management System) dédié à la gestion électronique des documents, qui assure une meilleure organisation, un suivi renforcé et une coordination optimisée de ses activités au quotidien.

Cette adoption massive des outils numériques traduit la volonté de l'entreprise de se doter d'un système d'information performant et intégré, véritable levier stratégique pour gagner en productivité, en agilité et en compétitivité sur son marché. La maîtrise des technologies de pointe représente un atout différenciant et un facteur clé de pérennité pour cette entité résolument tournée vers l'ère du numérique.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Figure 7: organigramme de l'établissement audité.



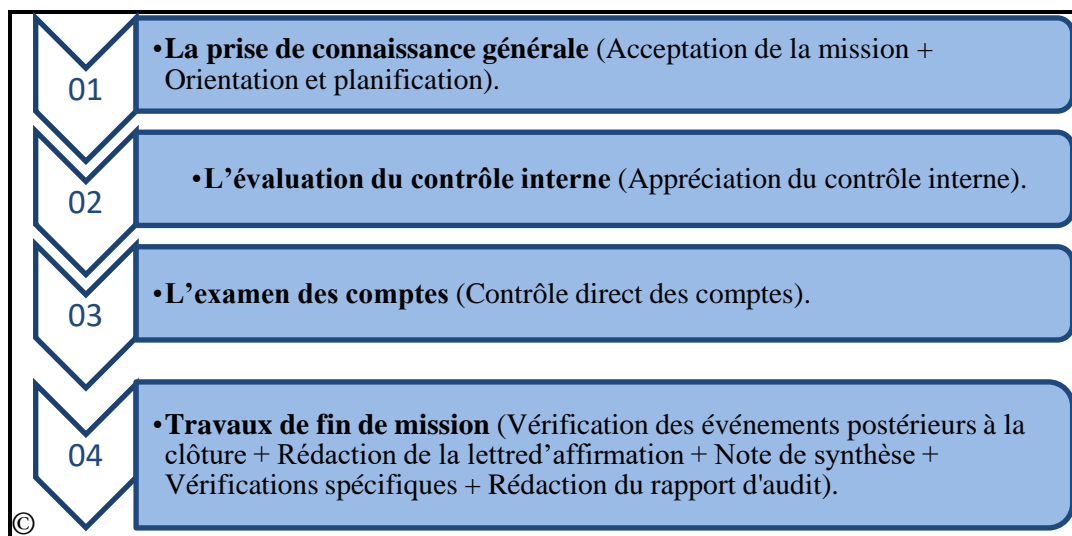
Source : les document interne de la société auditée.

Le commissaire aux comptes a établi la lettre de mission exposant le détail des travaux prévus pour accomplir sa mission.

2.2.2. Planification de la mission

Concernent le programme de travail, il a été mis en œuvre de la manière suivants

Figure 8: Programme d'audit de l'organisme audité.



Source : Élaboré par nos soins à partir d'informations fournis au niveau du cabinet.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

2.2. La réalisation de la mission

2.2.1. L'évaluation du contrôle interne

Le contrôle interne dans une entreprise joue un rôle crucial en renforçant la fiabilité des processus financiers et opérationnels, et en soutenant la conformité avec les réglementations et les politiques internes.

Le commissaire aux comptes doit d'abord évaluer le contrôle interne de l'entreprise. Cette évaluation vise à prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise, tels que les erreurs et les fraudes, et à garantir la sécurité des actifs. Pour ce faire, il peut utiliser des évaluations théoriques pour identifier les forces et faiblesses évidentes du système procédural, ainsi que des tests de robustesse pour détecter d'éventuels risques.

L'évaluation du contrôle interne par le commissaire aux comptes s'appuie sur les éléments suivants :

- Vérification de l'existence des procédures internes par le commissaire aux comptes.
- Examen de la mise en application effective de ces procédures.
- Utilisation de tests de conformité et de validité, basés sur des principes comme la séparation des fonctions et la systématisation.
- Analyse des documents justificatifs de l'entreprise pour confirmer la fiabilité des données comptables enregistrées.

L'analyse du contrôle interne a pour objectif de mettre en lumière les aspects performants et les lacunes du système. Cette démarche est essentielle pour définir la portée et l'ampleur des procédures d'audit requises afin de formuler une opinion éclairée sur les états financiers de l'entreprise. Elle permet d'assurer que les pratiques de l'entreprise sont conformes aux normes comptables et réglementaires en vigueur.

L'évaluation du contrôle interne concerne l'appréciation des principaux cycles d'opérations, à savoir :

A. Cycle trésorerie

Le contrôle de la trésorerie vise à s'assurer que la trésorerie recette et la trésorerie dépense, sont enregistrées, réelles, correctement évaluées et centralisées.

Dans le cadre de notre étude, nous avons procédé à une vérification exhaustive afin de garantir l'exactitude et la fiabilité des enregistrements des comptes bancaires dans les registres comptables de l'entreprise et l'existence des rapprochements bancaires. Cette démarche comprenait une revue détaillée des transactions financières pour s'assurer que toutes les opérations d'encaissement et de décaissement correspondant à l'exercice comptable concerné étaient enregistrées de manière fidèle et précise.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Pour renforcer l'efficacité du contrôle interne, nous avons porté une attention particulière à la matrice de signature. Ce système de contrôle interne exige la présence de doubles signatures pour valider les transactions financières. La double signature implique que deux personnes autorisées doivent approuver chaque transaction significative, assurant une vérification croisée et augmentant la responsabilité individuelle dans le processus d'approbation.

De plus, nous avons appliqué le processus de "three-way match", qui constitue une méthode rigoureuse de vérification des documents comptables. Cette méthode consiste à comparer trois éléments essentiels pour chaque opération : la facture, le bon de commande (BC) et le bon de livraison (BL) ou le service fait.

En comparant ces trois documents, nous nous assurons que les biens ou services facturés ont bien été commandés et reçus, et que le paiement est justifié. Ce contrôle contribue à prévenir les erreurs et les fraudes, en garantissant que seules les transactions légitimes sont enregistrées et traitées.

En complément de ces contrôles, l'utilisation d'un Document Management System (DMS) s'avère particulièrement bénéfique. Un DMS permet de suivre les échéances de signature et de s'assurer que toutes les approbations nécessaires sont obtenues en temps voulu. Il offre une gestion centralisée des documents, facilitant le suivi des signatures et la gestion des flux de travail. Les fonctionnalités incluent des rappels automatiques pour les signatures en attente, la traçabilité des documents, et la possibilité de vérifier l'état d'avancement des processus de validation.

Nous avons procédé à une vérification minutieuse des pouvoirs de signature.

Tableau 6: pouvoir de signature bancaire.

Banque	Numero de compte	Type de compte	Signataire	Catégorie	Date début d'effet	Date accusé	Date fin d'effet	Date de nomination nv DG
BNA ALGER		DZD/USD		A	27/11/2023	29/11/2023	31/12/2024	21/11/2023
				B				

Source : Élaboré par nos soins sur la base d'informations relatives à la délégation de pouvoir de signatures.

Nous avons procédé à l'examen des différentes pièces comptables afin de vérifier la conformité aux procédures établies.

Tableau 7 :test de conformité des pouvoirs des signatures bancaires

PIECE	DATE	REFERENCE	LIBELLE	DEBIT	CREDIT	Premier sig	deuxieme signataire	Résultat
5000003245	20231129	SGA01SGA01	Terga-BOP-032 269508,65USD	0	36 195 604,61			CONFORME
5000003398	20231225	SGA01SGA01	GEGRRELIZ 995229723 WT1092049,	0	146 730 762,72			CONFORME
5000003277	20231130	BNA01BNA01	DEE DevF*220650 331236,08USD	0	44 485 535,50			CONFORME

Source : Élaboré par nos soins sur la base de la délégation de pouvoir de signature.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Après avoir examiné attentivement les différentes pièces comptables, nous avons conclu que tous les pouvoirs de signatures et leurs délégations étaient correctement suivies.

B. Cycle achat

Nous avons mené un test de conformité visant à vérifier les éléments suivants :

- L'existence d'un manuel de procédure d'achat à jour.
- Le processus d'achat effectué doit être conforme au processus d'achat préalablement établie en interne.
- L'existence d'un contrôle systématique des factures, incluant la vérification des prix, des montants et des taxes, ainsi que le rapprochement avec les bons de commande et les bons de réception.
- La séparation des tâches entre les personnes effectuant les achats, les réceptions et l'enregistrement comptable.
- La délégation de signatures doit être conforme à la matrice d'achat (la matrice achats de délégation de pouvoirs décrit les niveaux d'approbation requis pour les activités d'achat et de paiement). (Voir l'annexe 02).
- Respect de la procédure d'archivage des documents, qui doivent être mis à jour et contrôlé suivant les exigences de la procédure de gestion des documents, qui contient les pièces suivantes :
 - ✓ Les commandes ;
 - ✓ Les SA (contrat de fourniture) et MSA (contrat de prestation de service) incluant leurs annexes ;
 - ✓ Tout autre contrat d'achat signé ;
 - ✓ Les lettres d'intention.

Nous avons observé que les opérations d'achat sont effectuées conformément aux processus d'achat interne préétablie par l'entreprise.

Nous avons examiné de nombreux pièces justificatifs, tels que les factures, les contrat fournisseurs, les bons de livraison, les bons de réception ... etc. Et nous avons constaté que ceux-ci sont conformes aux procédures internes d'achats. Mettez une observation par rapport à la digitalisation de cette vérification.

REMARQUE :

Le système DMS vérifie la validité des autorisations de signature en fonction de la matrice d'achat.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

2.2.2. Le contrôle des comptes

L'audit des comptes constitue une analyse approfondie et systématique, des comptes du bilan et du compte de résultat. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023, les contrôles ont été effectués selon les principes généralement acceptés de l'audit et les diligences habituellement observées dans le contrôle des comptes. Les objectifs de ces travaux de contrôle étaient :

- **Vérifier la conformité et l'exactitude des soldes de réouverture** : Assurer la cohérence de ces soldes avec les clôtures de l'exercice précédent.
- **Garantir la régularité des opérations enregistrées** : S'assurer que les opérations respectent les règles et procédures de l'entreprise.
- **Assurer l'exhaustivité des enregistrements** : Vérifier que toutes les transactions ont été intégralement consignées dans les journaux comptables.
- **Confirmer l'existence des opérations enregistrées** : Vérifier que les transactions comptabilisées ont réellement eu lieu.
- **Vérifier la disponibilité des pièces justificatives** : S'assurer que les documents supportant les enregistrements comptables sont disponibles et adéquats.
- **Assurer la mise à jour des livres légaux** : Contrôler que les registres comptables légaux sont tenus à jour conformément aux exigences réglementaires.

Avant d'entamer la vérification des comptes, nous avons procédé à la vérification de l'intangibilité du solde d'ouverture. Nous avons comparé le solde de clôture de l'année 2022 avec le solde d'ouverture de l'année 2023 et avons conclu ce qui suit :

- Les soldes d'ouverture ne présentent aucune anomalie significative ayant un impact sur les états financiers de la période.
- Les soldes de clôture de l'année 2022 ont été correctement reportés en 2023.

A. Contrôle des livres légaux

La première étape de notre audit a consisté à vérifier l'existence et la conformité des livres légaux, conformément aux dispositions des articles 09 à 11 du Code de commerce.

Tableau 8: Vérification de l'existence et de la tenue des livres légaux.

Livre	Disponibilité	Observation
Livre de paie	Existe/ côté et paraphé	Mis à jour
livre journal	Existe/ côté et paraphé	Mis à jour
livre d'inventaire	Existe/ côté et paraphé	Mis à jour

Source : Élaboré par nos soins sur la base des livres légaux consultés.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Nous avons observé que la tenue du livre légaux est effectuée conformément au code de commerce.

B. Contrôle des éléments d'actif

La structure des comptes de l'actif au 31 décembre 2023 est présentée comme suit (voir annexe 03).

➤ Actifs non courants

Le solde de la rubrique actif non courant, arrêté au 31/12/2023, est de 18 592 331 438,24 (DA), avec une valeur brute de 20 934 133 702,17 (DA).

Il se présente comme suit :

Tableau 9: Présentation de l'actif non courants au 31/12/2023.

LIBELLE	NOTE	BRUT	AMO/PROV	NET	NET 2022
ACTIFS NON COURANTS	2				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles		543 498 836,47	261 540 494,47	281 958 342,00	342 211 674,83
Immobilisations corporelles		15 027 240 435,89	2 059 736 635,77	12 967 503 800,12	12 921 196 384,55
Terrains		-	-	-	-
Bâtiments		11 664 480 919,55	1 179 587 865,00	10 484 893 054,55	10 816 971 453,10
Installation Technique, matériel et outillage		3 090 536 103,31	661 910 004,36	2 428 626 098,95	2 032 618 565,39
Autres immobilisations corporelles		272 223 413,03	218 238 766,41	53 984 646,62	71 606 366,06
Immobilisations en concession		-	-	-	-
Immobilisations encours		567 455 221,03	20 525 133,69	546 930 087,34	502 270 363,39
Immobilisations financières		4 795 939 208,78	-	4 795 939 208,78	5 992 758 891,94
Titres mis en équivalence		-	-	-	-
Autres participations et créances rattachées		-	-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Prêts et autres actifs financiers non courants		14 746 764,71	-	14 746 764,71	11 726 764,71
Impôts différés actif		4 781 192 444,07	-	4 781 192 444,07	5 981 032 127,23
TOTAL ACTIF NON COURANT		20 934 133 702,17	2 341 802 263,93	18 592 331 438,24	19 758 437 314,71

Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes du cabinet.

L'actif non courant est principalement composé des immobilisations. Au 31/12/2023, se présente comme suit :

Tableau 10: présentation de la masse immobilisations au 31/12/2023.

Cpte	Désignation	Solde ouverture	Acquisition	transfert des encours	Cessions	Solde au 31.12.2023	Balance	Ecart
204000	Logiciels Info	539 204 738,37	1 960 098,10	3 683 500,00	-	543 498 836,47	543 498 836,47	-
213200	Bâtiments ADMIN	11 269 769 220,61	-	852 771,00	-	11 270 621 991,61	11 270 622 000,61	9,00
215000	Instal tch mat outil	2 470 171 077,34	213 371 852,04	406 993 173,93	-	3 090 536 103,31	3 090 536 103,31	0,00
218200	Matériel bureau info	64 015 550,43	17 377 031,63	406 097,16	-	81 798 679,22	81 798 679,22	-
218300	Mobilier	32 114 735,20	-	112 673,65	-	32 227 408,85	32 227 408,85	0,00
218400	Emballages récupé	13 960 000,00	1 180 000,00	-	-	15 140 000,00	15 140 000,00	-
230013	Const Complexe	126 946 796,69	159 954 648,01	852 771,00	-	286 048 673,70	286 048 664,70	9,00
230200	Instal tech matériel	401 770 973,91	227 395 634,66	407 511 944,74	-	221 654 663,83	221 654 575,29	88,54
230237	equip en cours dedou	-	58 665 247,77	-	-	58 665 247,77	58 665 247,77	-
237000	Immo incorp en cours	2 334 000,00	561 000,00	3 683 500,00	-	561 000,00	561 000,00	-
	TOTAL	14 920 287 092,55	680 465 512,21	0,00	-	15 600 752 604,76	15 600 752 516,22	88,54

Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes du cabinet.

Nous avons calculé le solde des immobilisations en prenant en compte les acquisitions, les transferts des encours, et les cessions. Ensuite, nous avons rapproché ce solde avec la balance comptable pour vérifier son exactitude. Pour tester l'existence des immobilisations, nous avons

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

sélectionné certaines acquisitions et avons examiné les pièces justificatives associées afin de s'assurer que les enregistrements correspondaient bien aux actifs physiques, nous avons trouvé :

- Les dotations des amortissements ont été générées linéairement en 2023, soit 2 341 802 263,93 (DA), Pour l'ensemble des immobilisations.
- Aucun écart significatif n'a été constaté entre le solde des immobilisations et la balance, un écart négligeable (des chiffres après la virgule).
- Au 31 décembre 2023, l'inventaire physique des investissements a été réalisé conformément à l'article 10 du Code de commerce. Le rapprochement entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique n'a révélé aucun écart.

➤ Actifs courants

Le montant de l'actif courant s'élève à **61 558 670 046,12 (DA)**. Cette partie du bilan comprend :

Tableau 11: Présentation de l'actif courants au 31/12/2023.

ACTIF COURANT					
Stocks et encours	3	883 990 004,74	759 186,97	883 230 817,77	10 900 440 171,64
Créances et emplois assimilés	4	60 203 084 321,47	-	60 203 084 321,47	57 652 326 237,32
Clients		50 045 977 882,68	-	50 045 977 882,68	50 638 414 399,98
Autres débiteurs		5 329 725 424,49	-	5 329 725 424,49	3 083 456 869,63
Impôts et assimilés		4 827 381 014,30	-	4 827 381 014,30	3 930 454 967,71
Autres créances et emplois assimilés		-	-	-	-
Disponibilités et assimilés	5	472 354 906,88	-	472 354 906,88	5 616 989 288,71
Placements et autres actifs financiers courants		-	-	-	-
Trésorerie		472 354 906,88	-	472 354 906,88	5 616 989 288,71
TOTAL ACTIF COURANT		61 559 429 233,09	759 186,97	61 558 670 046,12	74 169 755 697,67
TOTAL GENERAL ACTIF		82 493 562 935,26	2 342 561 450,90	80 151 001 484,36	93 928 193 012,38

Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes du cabinet.

✓ Les stocks et en-cours

- Ils s'élèvent au 31/12/2023 à 883 230 817,77 (DA).
- Nous avons observé une diminution significative des stocks, comme illustré dans le tableau suivant :

Tableau 12: Représentation des stocks et en-cours au 31/12/2023.

Libellé	2022	2023	Variation
Stocks et encours	10 900 440 171,64	883 230 817,77	- 10 017 209 353,87

Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes du cabinet.

La réduction des stocks s'explique par les ajustements effectués pour suivre le plan d'activités de 2023. Pendant cette période, l'entreprise a décidé d'ajouter de nouvelles lignes de production tout en mettant temporairement en pause les lignes existantes. Cette décision a entraîné une diminution des stocks car aucune nouvelle commande n'était prévue pendant cette période de transition.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

✓ **Les créances et emplois assimilés**

Aucun écart significatif n'est détecté.

✓ **Les disponibilités et assimilés**

Nous constatons un écart important de la trésorerie, comme le démontre le tableau ci-dessous :

Tableau N° 13 : Représentation de la trésorerie au 31/12/2023.

Libellé	2022	2023	Variation
Trésorerie	5 616 989 288,71	472 354 906,88	- 5 144 634 381,83

Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes du cabinet.

Cette diminution significative s'explique principalement par l'affectation d'une part substantielle des fonds de trésorerie à l'achat et à l'installation d'une nouvelle ligne de production.

Nous avons procédé à l'examen des comptes bancaires ainsi que des comptes de virements de fonds. Les procédures d'audit appliquées sur ces comptes comprenaient :

1. La vérification de transactions enregistrées dans les journaux bancaires en les rapprochant avec les pièces justificatives correspondantes.
2. L'obtention de confirmations des soldes bancaires à la date de clôture de l'exercice auprès des établissements financiers concernés. Nous avons ensuite analysé les éventuelles différences entre les soldes confirmés et les soldes comptables.
3. L'examen des rapprochements bancaires existants et l'analyse des écritures en suspens.
4. L'établissement d'un rapprochement entre les soldes confirmés par les banques et les soldes comptables afin de s'assurer de leur concordance.

C. Les comptes bancaires

Nous avons effectué une conciliation des soldes comptables des comptes clients, fournisseurs et banque afin de confirmer les soldes par l'envoi de lettres de confirmation (voir l'annexe 04). Nous avons constaté que les soldes des comptes bancaires et des comptes clients sont réglés.

Nous avons procédé au rapprochement des soldes comptables de l'établissement audité avec les soldes bancaires de chaque banque. Les écarts identifiés sont les suivants :

**CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX
COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT**

**Tableau 13: rapprochement entre les relevés bancaires et la balance générale au
31/12/2023.**

Compte	Designation	Solde chez l'entreprise	Solde chez la banque	ECART
512000	compte 01	571 674 183,20	138 196 922,77	-433 477 260,43
512100	compte 02	964 070 982,98	1 423 850 378,00	459 779 395,02
512200	compte 03	2 731 443,20	2 731 443,20	-
512300	compte 04	466 984,02	265 207,45	- 201 776,57
512400	compte 05	70 637,47	70 637,47	-
512500	compte 06	58,78	58,78	-

Source : Élaboré par nos soins sur la base des relevés bancaire et la BG.

Les écarts observés correspondent aux chèques en suspens, c'est-à-dire des dépenses ou des recettes enregistrées par l'entreprise mais non encore prises en compte par la banque. Pour vérifier l'existence réelle de ces suspens, nous avons suivi plusieurs étapes méthodiques :

- Nous avons utilisé l'état de rapprochement bancaire pour identifier précisément les transactions non comptabilisées par la banque. Cette comparaison des écritures comptables de l'entreprise avec les relevés bancaires a permis de mettre en évidence les chèques en suspens.
- Pour valider ces suspens, nous avons demandé l'ensemble des copies de chèques et des pièces comptables correspondantes. Cela a permis de confirmer que les transactions en suspens étaient bien documentées et légitimes.
- Nous avons entamé une procédure alternative de contrôle, consistant à récupérer les pièces comptables et vérifier l'existence des chèques ainsi que leur réception par les fournisseurs, en nous assurant de la présence d'accusés de réception.
- En nous appuyant sur les relevés post-clôture, nous avons réalisé un test de sous-évaluation. Cela a consisté à examiner les relevés bancaires après la date de clôture pour vérifier si les transactions en suspens avaient été enregistrées, garantissant ainsi la précision et la complétude des états financiers de l'entreprise.

Tableau 14: analyse des suspens du compte 512000.

compte 01			
DATE	PIECE	LIBELLE	DEBIT
04/04/2023	5100000377	20196 KOUDIET US -JKOU-MF11-2020	155 651 422,72
31/08/2023	5100001166	GEGS F°995175742 RELIZANE 4Q21	231 448 209,99
11/09/2023	5100001190	Avance terga-Bop-004 USD	41 691 606,91
19/09/2023	5100001249	Terga-Bop-002 EUR	4 308 033,10
13/12/2022	5100001276	RGT CMA CGM BC1929643	377 987,71

Source : Élaboré par nos soins sur la base des relevés bancaire et la BG.

**CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX
COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT**

Tableau 15: analyse des suspens du compte 512100.

compte 02			
DATE	PIECE	LIBELLE	DEBIT
05/03/2023	5100000236	20228 FPS TM - A14669	5 130 308,44
26/07/2023	5100000998	GEEPF F°996622919 AVANC ENG	15 985 222,91
31/08/2023	5100001165	GEEPF F°869170_GEEP_173	170 422 644,19
12/09/2023	5100001199	Rglt GEAT-OUARGLA-V014-GG2	5 329 490,30
06/11/2023	5100001436	HP Valves SI20210852-HPV1 36183	52 089 249,92
10/12/2023	5100001632	20228 FPS TM - A14501	10 415 651,60
11/12/2023	5100001633	20176 PIPING KIT - CB20221031	115 978 641,61
11/12/2023	5100001634	20176 PIPING KIT - CB20230518	5 121 736,33
07/12/2023	5100001635	20178 PIPING ARR -	12 290 194,38
08/11/2023	5100001636	20393 REPAIR - 058361-A	6 674 847,34
08/11/2023	5100001637	20393 REPAIR - 058361-B	267 644,91
08/11/2023	5100001638	20393 REPAIR - 058361-C	962 756,86
13/12/2023	5100001639	20030 FLUIDES SE - 23300604 2330	768 895,88
13/12/2023	5100001640	20030 FLUIDES SE - 233PRF00111	593 138,14
13/12/2023	5100001641	20184 AIR PROCES - FA23001049	44 392 448,20
17/12/2023	5100001688	20175 VALVE GAS -	8 078 247,16
02/10/2019	5100000239	paiement cheque BNA 9261407	371 875,00
26/12/2019	5100000463	RGLT DIP Batna 5733697	371 375,00
11/12/2023	5100001588	KALECH/LOC BUREAU 4 éme éta	200 000,00
25/12/2023	5100001668	MARMEDSA 1092/23 ERVOR FA2	1 048 783,07
28/12/2023	5100001677	CMA CGM DZIMI605169 ERVOR	151 962,78
28/12/2023	5100001678	D10 2023-073504 996919011-99691	3 134 281,00

Source : Élaboré par nos soins sur la base des relevés bancaire et la BG.

A partir le tableau, nous avons observé que deux chèques émis en 2019 n'avaient pas encore été encaissé (dépassement de leur durée de validité).

Tableau 16: analyse des suspens du compte 512000.

compte 04			
DATE	PIECE	LIBELLE	DEBIT
26/12/2023	5100000725	Rglt STC CH0244788	123 181,04
28/06/2021	5100001672	RGT EP ADE P231245 BNA034882	78 595,53

Source : Élaboré par nos soins sur la base des relevés bancaire et la BG.

Nous avons également remarqué que certains chèques émis au cours des années précédentes n'ont pas encore été réglés.

Nous avons observé que les chèques en suspens n'avaient pas été inclus dans le relevé bancaire du mois suivant (2024).

Nous avons recommandé à la société de procéder à la régularisation des chèques en suspens dans les plus brefs délais.

D. Les comptes des virements de fonds

Concernant les comptes transitoires 581, ceux-ci sont utilisés pour effectuer des virements entre les différents comptes bancaires d'une même entreprise. Ils sont intégralement soldés en fin de période, comme l'illustre le tableau suivant :

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Tableau 17: les comptes des virements de fonds.

Compte	Libellé	Débit	Crédit	solde
581000	Virements fonds compte 01	1 150 000 000,00	1 150 000 000,00	-
581100	Virements fonds compte 02	7 900 000 000,00	7 900 000 000,00	-
581200	Virements fonds compte 03	359 029 073,07	359 029 073,07	-
581300	Virements fonds compte 04	1 050 000 000,00	1 050 000 000,00	-

Source : Élaboré par nos soins à partir de la balance générale.

E. Contrôle des éléments de passif

La structure des comptes de passif de « ALPHA » se présente comme suit au 31 décembre 2023 (voir annexe 05) :

➤ **Capitaux propres**

Au 31 décembre 2023, les capitaux propres s'élèvent à 26 019 173 445,39 (DA). Ils se composent de :

Tableau 18: Représentation des capitaux propres au 31/12/2023.

Compte	Libellé	2022	2023	Variation
101000	Capital émis	18 027 600,00	18 027 600,00	-
106000	Primes et réserves	2 661 136 852,52	6 863 873 495,49	4 202 736 642,97
110000	Report à nouveau	- 632 345 225,20		632 345 225,20
120000	Résultat net	4 835 081 868,17	3 119 699 949,90	- 1 715 381 918,27
	Total	6 881 901 095,49	10 001 601 045,39	3 119 699 949,90

Source : Élaboré par nos soins à partir les documents interne du cabinet.

- Par rapport à l'exercice 2022, les capitaux propres ont augmenté de 3 119 699 949,90 (DA) grâce au résultat bénéficiaire de l'exercice 2023.
- **Le capital émis** représente le capital social de la société « ALPHA » s'élevant à 18 027 600 000,00 (DA). Aucune modification n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2023.
- **Les réserves**, d'une valeur de 6 863 873 495,49 (DA), représentent la réserve légale, constituée à partir des bénéfices antérieurs conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- Nous avons constaté que le résultat net était réparti entre les réserves, les primes et le report à nouveau, la distribution des parts des associés n'a pas été effectuée. Cette décision est

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

conforme aux dispositions statutaires de l'entreprise, lesquelles prévoient que la distribution du résultat aux associés débutera à partir de la sixième année d'activité de l'entreprise. Sachant que celle-ci a commencé ses opérations en 2020.

➤ Passifs non courants

Au 31 décembre 2023, le passif non courant s'élève à 6 774 386 708,26 DA. Il se décompose comme suit :

Tableau 19: Représentation du passif non courant au 31/12/2023.

Compte	Libellé	2022	2023	Variation
160000	Emprunts et dettes financières	6 320 348 050,37	6 320 348 050,37	-
155000	Impôts (différés et provisionnés)	89 898 459,51	80 045 817,49	- 9 852 642,02
150000	Provisions et produits constatés d'avance	145 605 911,00	373 992 840,40	228 386 929,40
	Total	6 555 852 420,88	6 774 386 708,26	218 534 287,38

Source : Élaboré par nos soins à partir les documents interne du cabinet.

Nous avons observé :

- Pour Emprunts et dettes financières les montants sont identiques pour les années 2022 et 2023 (6 320 348 050,37). Aucune variation n'est observée.
- Nous avons remarqué une diminution des impôts (différés et provisionnés) d'une année à l'autre, due au fait que des charges non déductibles en 2022 sont devenues déductibles en 2023 après leur paiement.
- L'augmentation des provisions et des produits constatés d'avance est attribuable à deux facteurs principaux : la nécessité de couvrir les garanties sur les équipements vendus et un litige en cours avec un client à l'international. Ces provisions ont été constituées dans le but de provisionner les coûts potentiels liés à l'indemnisation et à l'arbitrage dans ces deux cas.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

➤ Passifs courants

Le passif courant figurant au bilan arrêté au 31/12/2023, s'élève à 47 357 441 330,71 (DA). Il se compose des rubriques suivantes :

Tableau 20: passifs courants au 31/12/2023.

passif	2022	2023	Variation
Fournisseurs et comptes rattachés	40 703 215 432,41	25 426 559 691,02	-15 276 655 741,39
Impôts	11 046 792 324,24	4 206 319 170,10	-6 840 473 154,14
Autres dettes	12 722 859 339,36	14 300 712 091,59	1 577 852 752,23
Trésorerie passif		3 423 850 378,00	3 423 850 378,00
Total	64 472 867 096,01	47 357 441 330,71	- 17 115 425 765,30

Source : Élaboré par nos soins à partir les documents interne du cabinet.

Nous avons observé l'apparition de la trésorerie passive en 2023, Un concours bancaire supplémentaire a été accordé à la société, ce concours bancaire vise à supporter le déficit en cash-flow notamment le règlement des impôts et taxes du a des retraitements de différence temporelle, et aussi supporter la lenteur dans le recouvrement des créances.

F. Les organismes sociaux (compte 431) :

Les procédures d'audit appliquées sur le compte 431 « Caisse de sécurité sociale » ont été les suivantes :

- Nous avons comparé les déclarations mensuelles de la CNAS avec le récapitulatif de paie.
- Nous avons vérifié l'enregistrement comptable pour nous assurer que les déclarations CNAS ont été correctement comptabilisées dans les comptes appropriés et avec les montants exacts.
- Nous avons vérifié les règlements de la CNAS à l'aide des journaux de trésorerie.
- Nous avons confirmé que le solde de fin de période du compte 431 en 2022 correspond au montant déclaré en janvier 2023.
- Nous avons demandé la confirmation des soldes aux caisses sociales et n'avons relevé aucun écart.

Observations

- Aucun écart n'a été trouvé entre les déclarations et les récapitulatifs de paie.
- Les déclarations CNAS ont été enregistrées dans les comptes appropriés et avec les montants corrects.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

- Le solde de fin de période représente bien le montant de la CNAS de décembre à verser en janvier.
- Après vérification de la confirmation du solde CNAS, aucun écart n'a été constaté.

G. Impôt sur le revenu global IRG (compte 442)

Nous avons également procédé à l'audit du compte 442 "Impôt sur le revenu global" en appliquant les procédures suivantes :

- Vérification, à partir des récapitulatifs de paie, des montants d'impôt sur le revenu crédité mensuellement au compte 442.
- Contrôle des écritures comptables mensuelles relatives à l'IRG.
- Vérification qu'en fin d'exercice, le solde du compte 442 correspond au montant de l'IRG du mois de décembre, à régler avant le 20 janvier de l'année suivante.

Les principales observations issues de ces travaux sont :

- Aucune différence n'a été relevée entre les montants d'IRG ressortant des déclarations mensuelles G50 et des récapitulatifs de paie.
- Les déclarations mensuelles ont été correctement comptabilisées au crédit du compte 442.
- En fin de période, le solde du compte 442 représente bien le montant de l'IRG du mois de décembre à verser avant le 20 janvier 2024.

H. Fournisseurs de Biens et Services (401)

Nous avons vérifié les soldes fournisseurs en comparant les soldes fournisseurs avec les données de comptabilité. Pour ce faire, nous avons lancé une procédure de circularisation des fournisseurs, où nous avons envoyé des demandes de confirmation directement aux fournisseurs pour valider les montants dus.

Une fois les réponses obtenues, nous avons procédé au traitement de ces informations. Cela incluait la comparaison des soldes confirmés par les fournisseurs avec les soldes enregistrés dans notre comptabilité pour identifier tout écart ou toute incohérence.

Dans les cas où nous n'avons pas reçu de réponse de la part des fournisseurs, nous avons mis en œuvre une procédure alternative. Celle-ci consistait à récupérer les grands livres post-clôture pour examiner les paiements effectués après la fin de la période comptable. De plus, nous avons

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

vérifié les relevés bancaires pour confirmer les paiements effectués aux fournisseurs correspondants, assurant ainsi la fiabilité des soldes fournisseurs.

Tableau 21: analyse fournisseurs au 31/12/2023.

Frs	Date pièce	N° pièce	Nom Fournisseur	Référence	DEBIT	CREDIT
10004	12/04/2023	4000001920			-	17 101 349,58
10006	13/08/2023	4000001842			-	1 881 366,15
10007	23/11/2023	4000002811			-	142 800,00

Source : Élaboré par nos soins à partir les documents interne de l'entreprise.

Nous n'avons identifié aucun écart lors de la comparaison entre les soldes fournisseurs selon nos enregistrements comptables et les confirmations obtenues des fournisseurs.

i. Contrôle des éléments des comptes de gestion :

Nous allons vérifier :

➤ Contrôle des comptes (631,635,637 et 638)

Nous avons vérifié les salaires en comparant les données comptables avec les récapitulatifs de paie mensuels et annuels. Cette comparaison exhaustive n'a révélé aucun écart, confirmant que toutes les opérations relatives aux salaires sont correctement enregistrées et régularisées.

Comme le montre les tableaux suivants :

Tableau 22: vérification des salaires pour la direction générale.

Cpte gén	Désignation	total (mensuel)	Récap (annuel)	ecart
631000	Paie du personnel	353 664 427,30	353 664 427,30	-
631100	Prime de l'aide	9 975 000,00	9 975 000,00	-
631000	I.E.P	767 520,00	767 520,00	-
631200	CONGE	4 953 880,83	4 953 880,83	-
635000	Cotisation org socx	-	-	-
637000	AUTRE CHARGE SOCIALE	-	-	-
638100	Prime de transport	13 297 749,62	13 297 749,62	-
638200	Prime de panier	13 743 828,78	13 743 810,78	- 18,00
638300	PRIME DE NUISANCE	2 970 080,00	2 970 080,00	-
638310	IND TRAVAIL DE NUIT	344 294,46	344 294,46	-
638320	Prime DGA	3 556 683,86	3 556 683,86	-
638400	PRIME TRAVAIL POSTE	1 446 340,00	1 446 340,00	-
638410	PRIME D'ASTREINT	525 840,00	525 840,00	-
638430	PRIME MAITRE APPRENT	511 200,00	511 200,00	-
638500	Bonus - Awards	34 445 984,15	34 445 984,15	-
638501	Avantage/Nature	8 331 793,00	8 331 725,00	- 68,00
638501	Prime d'aloignement	814 090,91	814 090,91	-
638501	Prime de telephone	2 305 250,00	2 305 250,00	-
631000	HEURES SUPP	1 653 737,72	1 653 737,72	-
638501	PRIME participation au loyer	3 034 188,09	3 034 188,09	-
638600	Prime Scolarité	159 000,00	159 000,00	-

Source : Élaboré par nos soins à partir la comptabilité et les documents interne de l'entreprise.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Tableau 23: vérification des salaires pour la direction de l'entreprise.

Cpte gén	Désignation	total (mensuel)	Récap (annuel)	ecart
631000	Paie du personnel	61 130 858,32	61 130 858,32	-
631100	Prime de l'aid	1 012 500,00	1 012 500,00	-
631000	I.E.P	-	-	-
631200	CONGE	957 278,21	957 278,21	-
635000	Cotisation org socx	-	-	-
637000	AUTRE CHARGE SOCIALE	-	-	-
638100	Prime de transport	2 017 636,36	2 017 636,36	-
638200	Prime de panier	1 326 945,46	1 326 945,46	-
638300	PRIME DE NUISANCE	-	-	-
638310	IND TRAVAIL DE NUIT	-	-	-
638320	Prime DGA	-	-	-
638400	PRIME TRAVAIL POSTE	-	-	-
638410	PRIME D'ASTREINT	-	-	-
638430	PRIME MAITRE APPRENT	-	-	-
638500	Bonus - Awards	6 123 709,66	6 123 709,66	-
638501	Avantage/Nature	1 441 080,00	1 441 080,00	-
638501	Prime d'aloignement	-	-	-
638501	Prime de telephone	171 000,00	171 000,00	-
631000	HEURES SUPP	-	-	-
638501	PRIME participation au loyer	-	-	-
638600	Prime Scolarité	33 000,00	33 000,00	-

Source : Élaboré par nos soins à partir la comptabilité et les documents interne de l'entreprise.

Nous avons vérifié l'existence de l'état des cinq meilleurs rémunérations et avantages particuliers accordés au personnel.

Tableau 24: L'état détaillé des rémunérations versés aux cinq (5) personnes les mieux rémunérées.

NOM & PRENOM	Poste Occupé	Salaire de Base annuel	Prime de l'AID	Prime de Téléphone	Prime Participati on à la relocation	Prime Panier	Prime Scolarité	Bonus	Rémunération Brute
A		11 547 253,01	75 000,00	0	0	109 200,00	6 000,00	1 662 272,51	15 870 165,53
B		8 087 338,42	75 000,00	67 250,00	512 820,52	109 200,00	3 000,00	1 170 099,60	12 380 908,56
C		7 004 506,32	75 000,00	0	512 820,52	109 200,00	0	1 013 432,31	11 185 399,15
D		7 287 673,68	75 000,00	0	0	109 200,00	6 000,00	1 049 089,30	10 997 402,95
E		7 075 446,58	75 000,00	0	0	109 200,00	6 000,00	1 013 432,31	10 749 518,88
TOTAL		41 002 218,01	375 000,00	67 250,00	1 025 641,04	546 000,00	21 000,00	5 908 326,03	61 183 395,07

Source : Élaboré par nos soins à partir la comptabilité et les documents interne de l'entreprise.

➤ Contrôle des comptes 611,615, et 618

Nous avons analysé les trois comptes par échantillonnage en sélectionnant un échantillon à partir du grand livre, comme illustré dans le tableau suivant :

Tableau 25: échantillon sur les comptes des charges.

Compte	N° PIECE	Date FACTURE	REFERENCE	FRS	Montant	Observation
611000	3400000002	02/01/2023			1 748 027 697,42	La pièce annulée
611000	3400000481	28/03/2023			773 284,00	Conforme
611000	1100000573	28/05/2023			71 545,26	Manque de facture
615000	3400001041	04/06/2023			973 847,42	conforme
615000	3400001594	17/08/2023			399 393,59	conforme
618000	3400000702	23/04/2023			735 730,00	La facture est répartie en plusieurs fact
618000	3400000801	07/05/2023			316 000,08	La facture est répartie en plusieurs fact

Source : Élaboré par nos soins à partir les documents interne de l'entreprise.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Nous avons examiné les comptes de charges à partir du grand livre en sélectionnant un échantillon représentatif. Nous avons demandé les pièces justificatives pour chaque élément de l'échantillon et avons procédé à une comparaison. Notre vérification a révélé plusieurs anomalies :

- Certains montants de factures étaient répartis sur plusieurs centres des couts,
- Des factures étaient manquantes,
- Des pièces justificatives avaient été annulées.

Nous avons recommandé :

- Maintenir un système d'archivage bien organisé et accessible pour toutes les factures et les pièces justificatives afin de faciliter les vérifications futures.
- Assurer que toutes les factures sont correctement archivées et facilement retracées en cas de besoin.

➤ Contrôle des comptes 613 et 616

Après avoir examiné tous les contrats de location et d'assurance, ainsi que le tableau de suivi des charges constatées d'avance pour le compte 486, nous avons relevé les observations suivantes :

- Les charges de la location et l'assurance sont imputables à la société.
- Le reste des charges pour l'année 2024 est comptabilisé dans le compte 486, "Charges constatées d'avance".
- Le calcul que nous avons effectué pour le compte 486 correspond au solde de la balance au 31/12/2023.
- La charge de l'exercice antérieur, enregistrée dans le compte 486, est soldée par le compte de charge approprié en 2023.
- Nous avons relevé que l'entreprise n'a pas comptabilisé certaines transactions, malgré l'existence des contrats correspondants.
- Nous avons identifié un manquement dans le paiement de certains mois.

Nous recommandons à l'entreprise de :

- Renforcer ses procédures de comptabilisation en établissant un processus systématique pour enregistrer toutes les transactions liées aux contrats. Cela inclut la mise en place d'un contrôle interne périodique pour garantir que tous les contrats en cours sont correctement comptabilisés.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

- Mettre en place un suivi mensuel des paiements pour s'assurer qu'aucun mois n'est omis, et d'établir un contrôle interne pour vérifier régulièrement la complétude des paiements.

Le commissaire aux comptes ne s'est pas limité à la vérification des comptes annuels. Après cette étape, il a également contrôlé le tableau des mouvements des capitaux, le tableau des flux de trésorerie et les annexes.

Le contrôle des comptes annuels permet au commissaire aux comptes de préparer un rapport général. Dans ce rapport, il présente les conclusions de ses travaux à l'assemblée générale des actionnaires. En outre, il élabore des rapports spéciaux, fournissant une analyse détaillée sur des aspects spécifiques de la gestion et de la comptabilité de l'entreprise.

2.2.3. Finalisation de la mission

Une fois les travaux finalisés, et après plusieurs jours de vérification et de contrôle, le commissaire aux comptes doit rédiger un rapport exposant son opinion.

La rédaction du rapport doit être effectuée conformément au décret exécutif n° 2011-202 du 26 mai 2011, fixant les normes des rapports du commissaire aux comptes, ainsi qu'à l'arrêté n° 30 du 24 juin 2013, fixant le contenu de ces normes.

Le rapport doit être remis par le commissaire aux comptes au moins quinze jours avant la tenue de la réunion de l'Assemblée Générale ordinaire. Il doit également être remis au siège social de l'entité contrôlée, contre un accusé de réception.

Le présent rapport comporte :

- **Le rapport général d'expression d'opinion.**
- **Les rapports spéciaux.**
- **Le rapport sur la vérification du rapport de gestion.**
- **Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023.**

A. Rapport général d'expression d'opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée. Nous avons examiné les états financiers de la société tel qu'ils s'établissaient au 31 décembre 2023.

Les dirigeants sociaux sont responsables des décisions et des choix des méthodes et des règles d'évaluation et de comptabilisation préconisées par le Système Comptable Financier (SCF), l'application de bonne foi de ces règles et méthodes et l'engagement du respect des normes et principes qui régissent l'établissement des états financiers.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les états financiers, fondée sur la base des résultats des contrôles conformément aux dispositions légales et aux normes d'audit applicables.

Ces normes d'audit requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Nous avons audité les états financiers au 31 décembre 2023 de la société, dont le total bilan est de 80 151 001 484,36 DZD et le compte de résultats correspondant avec un résultat bénéficiaire de 3 119 699 949,90 DZD.

Nous avons conduit notre audit en conformité avec les normes d'audit généralement admises.

Ces normes requièrent que nous planifions et que nous réalisons notre audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas affectés par des erreurs significatives. L'audit inclut l'examen, par sondages, des justifications des montants et des informations rapportées dans les états financiers. L'audit inclut également l'appréciation des principes comptables utilisés et les estimations significatives faites par la Direction, de même que l'évaluation de la présentation globale des états financiers.

Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable pour fonder notre opinion.

B. Rapport sur le montant global des cinq (05) rémunérations les plus élevées

Conformément au chapitre n°04 de l'arrêté du 24 juin 2013 fixant le contenu des normes de rapports des commissaires aux comptes, nous certifions exact le montant global des rémunérations brutes comprenant tous les avantages et indemnités perçus, quelque soient leur forme et leur qualification, à l'exception des remboursements de frais non forfaitaires, versées par la société aux cinq (05) personnes les mieux rémunérées pour l'exercice 2023.

Le montant de ces rémunérations s'élève à : 61 183 395,07 DA

C. Rapport portant sur les résultats antérieurs

Conformément au chapitre N°06 de l'arrêté du 24 juin 2013 fixant le contenu des normes de rapports de commissaires aux comptes, nous vous présentons ci- après, l'évolution du résultat de chacun des cinq derniers exercices de la société

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Désignation	2018	2019	2020	2021	2022
Résultat avant impôt	-1 030 175 177,43	137 496 695,22	1 486 545 713,94	2 793 555 714,49	5 577 390 018,56
Impôts	-258 010 975,36	78 938 356,41	375 915 274,67	-160 546 634,73	-742 308 150,39
Résultat net	-772 164 202,07	58 558 338,81	1 110 630 439,27	2 954 102 349,22	4 835 081 868,17
Nbre de parts sociales	130 476	130 476	180 276	180 276	180 276
Résultat par part sociale	-5 918,06	448,81	6 160,72	16 386,55	26 820,44

Source : le rapport du commissaire aux comptes

D. Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023

Ci-joint, en annexes, les états financiers suivants :

- Bilan (actif, passif),
- Comptes de résultats,
- Tableau des flux de trésorerie,
- Etat de variation des capitaux.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté les différentes étapes d'une mission d'audit en basant sur l'approche classique, en conformité avec les normes d'audit généralement admises.

Pour la phase de prise de connaissance de l'entité et de son environnement, nous avons appuyée sur la norme ISA 315 et sur la norme NAA 300 pour définir les procédures à suivre afin de comprendre l'entreprise, son environnement, son système de contrôle interne et les risques significatifs associés, ainsi que pour planifier une mission d'audit. Cela inclut l'établissement des objectifs d'audit, l'identification des risques et la conception d'un plan d'audit approprié. Cette phase est réalisée sans déplacement à l'entreprise, par l'envoi des documents nécessaires via e-mail en conséquence cette étape elle est digitalisé.

Dans la phase d'évaluation du contrôle interne, qui se fait par les méthodes traditionnelles (les vérifications manuelles), nous avons examiné l'efficacité du système de l'entité pour identifier les points faibles et déterminer l'étendue des tests de procédures nécessaires. Par ailleurs, lors de la phase de contrôle des comptes, nous avons vérifié que les soldes d'ouverture ne contenaient pas d'anomalies ayant des effets significatifs sur les états financiers de la période suivant les normes d'audit.

CHAPITRE III : DEROULEMENT D'UNE MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTE CAS TRAITE AU NIVEAU D'UN CABINET D'AUDIT

Les principaux résultats de l'audit montrent une diminution significative des stocks en raison des ajustements liés au plan d'activités de l'année, ainsi qu'un écart notable dans la trésorerie attribuable à l'acquisition de nouvelles lignes de production. De plus, des anomalies ont été détectées dans les comptes de charges, telles que des factures manquantes ou annulées, et des problèmes de comptabilisation des transactions malgré l'existence de contrats.

Les recommandations proposées visent à renforcer les procédures de comptabilisation et de suivi des paiements, ainsi qu'à améliorer l'organisation de l'archivage des factures et des pièces justificatives. L'objectif est de garantir une meilleure précision et complétude des états financiers futurs.

En somme, le rapport final du commissaire aux comptes sont effectués manuellement, qui inclut le rapport général d'expression d'opinion, les rapports spéciaux et le rapport sur la vérification du rapport de gestion, fournit une base solide pour les décisions de l'assemblée générale des actionnaires et contribue à l'amélioration continue des pratiques comptables de la société ALPHA.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

Notre étude s'est portée sur l'impact de la digitalisation sur la profession d'audit externe en combinant nos recherches théoriques avec notre application pratique. L'objectif était de comprendre pleinement les changements induits par le numérique dans ce domaine et d'identifier les ajustements nécessaires pour que les auditeurs puissent répondre efficacement aux nouvelles exigences de leur métier. De plus, nous avons examiné la possibilité d'intégrer la digitalisation dans les cabinets d'audit algériens qui opèrent selon les normes d'audit algériennes dans le cadre de leurs missions.

Avant tout, il est important de noter que notre recherche visait à souligner l'impact de la digitalisation sur la pratique d'une mission de commissariat aux comptes. En centrant notre travail sur un axe principal, qui est : « **Quel est l'impact de la digitalisation sur le déroulement d'une mission d'audit externe ?** »

Nous avons choisi le cabinet ZAZOUA, un leader dans son domaine en Algérie, pour effectuer notre stage de fin de cycle. Notre choix s'est porté sur ce cabinet en raison de sa réputation et de son expertise reconnue dans le domaine de l'audit, ainsi que de son partenariat avec de grandes entreprises totalement digitalisées. Au cours de notre stage au sein du cabinet, nous avons été impliqués dans une mission d'audit (CAC) visant à certifier les comptes de la multinationale "ALPHA". Cette mission s'est déroulée conformément aux normes d'audit algériennes, où nous avons suivi l'impact de la digitalisation sur les différentes phases du processus d'audit externe.

Nous avons constaté, à travers l'analyse SWOT que nous avons élaboré, que :

- La digitalisation des audits externes est confrontée à des contraintes réglementaires strictes et à une infrastructure technologique souvent insuffisante. Ces défis incluent des exigences légales complexes et des limitations en termes de connectivité et de ressources technologiques.
- Le cabinet se distingue par l'adaptabilité de ses travailleurs, capables de s'ajuster rapidement aux nouvelles technologies et exigences, et par sa solide réputation, fondée sur des années d'excellence et d'intégrité. Cette combinaison nous permet de répondre efficacement aux défis du marché et de maintenir des relations de confiance avec nos clients et partenaires.

CONCLUSION GENERALE

Nous avons constaté, à travers les différentes étapes de l'audit que nous avons effectuées, que :

- Pour mener à bien une mission d'audit légal, il est essentiel de respecter rigoureusement chaque étape et de faire preuve du discernement et du professionnalisme attendus d'un commissaire aux comptes.
- La digitalisation de l'étape de prise de connaissance avec l'entreprise révolutionne l'approche traditionnelle de l'audit. Grâce à l'automatisation de la collecte de données, l'utilisation de questionnaires en ligne, les réunions en lignes, les portails collaboratifs et l'analyse de données en temps réel, les auditeurs peuvent obtenir des informations plus précises et complètes plus rapidement. Cette transformation numérique permet de gagner beaucoup de temps.
- Bien que la digitalisation totale de l'entreprise, l'évaluation du contrôle interne ne peut pas être effectuée de manière digitale pour l'audit externe. Nous continuons à utiliser des méthodes traditionnelles manuelles.
- Les données que nous utilisons sont extraites directement du système ERP de l'entreprise auditée. Cela garantit une source fiable et centralisée pour notre analyse. malgré la sophistication de ces systèmes, nous constatons toujours la nécessité d'une vérification manuelle approfondie.
- Les rapports d'audit sont élaborés manuellement en se basant sur les résultats des différentes étapes. Cela signifie que les auditeurs collectent, analysent et synthétisent les informations pour produire un rapport final.

Sur la base des résultats présentés nous avons suggéré quelques recommandations pour améliorer le processus d'audit externe :

- Développer une infrastructure numérique dans le processus d'audit, il est essentiel d'intégrer des solutions digitales en établissant des partenariats stratégiques avec des fournisseurs de technologies spécialisés dans l'audit et la comptabilité. Ces collaborations permettent de faciliter l'identification, la mise en œuvre et l'intégration efficaces des outils numériques nécessaires.
- Optimiser la digitalisation des étapes du processus d'audit à travers l'investissement dans des outils numériques et l'intégration des plateformes collaboratives. En assurant que les auditeurs sont formés à l'utilisation efficace de ces outils pour maximiser leur efficacité.
- Utilisation de la signature électronique, adaptation de la signature électronique pour authentifier les rapports d'audit. La signature électronique est reconnue légalement en

CONCLUSION GENERALE

Algérie et peut être utilisée pour garantir l'intégrité et l'authenticité des rapports d'audit sans avoir besoin de documents papier.

En se basant sur les résultats de l'analyse de toutes les étapes de la mission d'audit réalisée, nous sommes en mesure de confirmer ou d'infirmer les hypothèses établies au début de notre étude :

Hypothèse 01 : L'audit externe consiste à évaluer de manière indépendante les pratiques d'une entreprise afin de garantir leur transparence et leur conformité aux standards éthiques et réglementaires. Cette hypothèse a été confirmée.

Hypothèse 02 : La digitalisation améliore l'efficacité opérationnelle des entreprises en automatisant les processus, en facilitant l'accès aux données en temps réel et en permettant une meilleure prise de décision basée sur l'analyse des données. Cette a été confirmée.

Hypothèse 03 : Dans les missions d'audit externe, toutes les tâches sont digitalisées, de la collecte et analyse des données financières à la génération automatique des rapports d'audit. Cette hypothèse a été infirmée.

Nous avons rencontré plusieurs limites lors de notre recherche, notamment la confidentialité des données et la durée courte du stage. En raison un manque de ressources académiques qui traite la digitalisation et l'audit externe, nous avons été contraints de nous appuyer sur des sources en ligne. Cependant, les résultats de cette étude modeste jettent les bases d'un travail qui mérite d'être approfondi et perfectionné. De nombreuses opportunités de recherche restent à explorer dans le futur, notamment sur les thématiques suivantes :

- Cadre réglementaire et digitalisation de l'audit : Défis et opportunités en Algérie.
- Amélioration de l'infrastructure technologique nécessaire pour la digitalisation de l'audit en Algérie.

BIBLIOGRAPHIES

Bibliographies

1) Ouvrages

- AOUAME, Abdelouahed (2013), *Le cadre de l'audit, Audit légal de la préparation de la mission au rapport final*, EL Kadissia -Lido-FES.
- HAMINI, Allal (2001), *L'audit comptable & financier*, Berti Edition, 1ère Edition, Alger.
- KROLL, Pascale et FIORI, Débora (2010), *Les métiers de l'audit*, Édition L'Étudiant, Paris.
- LAURENT, Phillipe et TCHERKAWSKY, Pierre (2003), *Pratique de l'audit opérationnel*, Éditions d'organisation, France.
- LOUWERS, Timothy, Penelope Bagley, Allen Blay, Jerry Strawser, Jay Thibodeau et David Sinason (2021), *Auditing and Assurance Services*, édition McGraw Hill, New-York.
- MIKOL, Alain (1999), *Les audits financiers comprendre les mécanismes du contrôle légale*, édition d'organisation, Paris.
- MIKOL, Alain (2014), *Audit financier et commissariat aux comptes*, 12ème édition, Paris.
- RAFFEGEAU, Jean et DUBOIS, Fernand (1984), *L'audit opérationnel*, Édition PARIS PUF.
- SABBABH Sabrina et MEGHRAOUI Kada (2024), *règlementation professionnelle et déontologie de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes*, Collection Les Carrés DEC, Paris..

2) Articles scientifiques

- ABAKAR, Moustapha et YILMAZ, Recep (2023), *Impact de la quatrième révolution industrielle sur les auditeurs indépendants et les pratiques d'audit*, Journal of Academic Finance, Vol. 14, N°2, Décembre, P:84.
- ALLLOULI, Nadia et BOUMESKA, Mustapha (2023), *L'Impact de la transformation digitale sur l'audit externe : Nouvelles perspectives et pratiques émergentes* : Revue systématique de littérature, Novembre 2023, Revue AME Vol. 5, No. 4, Octobre, P:135-153.
- ARSALANE, Chaimaa (2017), *L'approche par les risques : une alternative de l'approche d'audit classique*, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN: 2550-469X, Numéro 2, P:24.

Bibliographies

- BELLALIJ, Mounia (2021), *Introduction à la transformation digitale*, Revue Internationale du Chercheur, Volume 2, Numéro 2, P:1249–1269.
- RAHIM Fowzia (2010), *Co-operation between Internal and External Auditors: A Comparative Study on Nationalized and Foreign Banks in Bangladesh*, World Journal of Management, Vol. 2, Number 2, September, P:22-35.
- KAZOUZ, Rafika (2021), *Le rôle des normes internationales d'audit (ISA) dans l'amélioration de la pratique professionnelle de l'audit comptable et financier en Algérie*, Journal of Human Sciences Oum El Bouaghi Université, Vol. 08, N°03, Décembre, P:2200-2217.
- MECHERI, Mohammed Sagheir et BENIKHELEF, Faiza (2021), *La coopération entre audit interne et audit externe : Méthodes et avantages dans le contexte algérien*, Journal of Financial, Accounting and Managerial Studies, ISSN 2352-9962/E-ISSN 2572-0147, Vol. 08, Number 01, mars, P:757-759.
- MEULDIJK, Mark (2017), *Impact of the digitization on the audit profession*, KPMG, N°58.

3) Rapports

- Handbook of International Standards on Auditing and Quality Control, 2017, P:04.
- MCGHEE, Maggie et GRANT, Simon (2019), *Audit and technology*, The Association of Chartered Certified Accountants ACCA, juin, New Zealand.

4) Thèses universitaires

- HERRBACH, Olivier (2000), *Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audit financier : une approche par le contrat psychologique*, Thèse de doctorat en Sciences de gestion, Université des Sciences Sociales, Toulouse.

5) Textes règlementaires

- Extrait de la norme NF EN 45020 de 200.
- ISO 9001 : « une norme de management de la qualité ».
- Loi n°10-01 du 29 Juin 2010 relative aux professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux comptes et Comptable agréé.

Bibliographies

- Ministère des finances, La décision n°02 du 04 février 2016 portant normes algériennes d'audit.
- Ministère des finances, La décision n°150 du 11 octobre 2016 portant normes algériennes d'audit.
- Ministère des finances, La décision n°23 du 15 mars 2017 portant normes algériennes d'audit.
- Ministère des finances, La décision n°77 du 15 mars 2018 portant normes algériennes d'audit.
- Norme internationale d'audit ISA 200 : « Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et réalisation d'un audit conforme aux normes internationales d'audit », publiée en anglais par l'International Federation of Accountants (IFAC) en avril 2009.
- Journal Officiel n°02 du 13 JANVIER 1988.

6) Sites web

- <https://apprendrelaudit.com/les-differentes-etapes-dune-mission-daudit/>
- <https://www.alphalives.com/digitalisation>
- <https://blog.hexagone-strategie.com/blog/expert-comptable-importance-intelligence-artificielle>
- <https://eclaireur.ca/audit-4-0-definition/>
- <https://fr.scribd.com/document/635379321/Les-Outils-de-La-Digitalisation>
- <https://fr.scribd.com/document/640035470/Untitled>
- <https://www.azureo.ca/audit-4-0/>
- <https://www.experts-comptables.fr/page-d-accueil>
- <https://www.l-expert-comptable.com/a/529542-la-methodologie-d-audit.html>
- <https://www.pwc.ch/fr/insights/disclose/27/audit-4-0-2e-partie-auditeurs-hautement-performants.html>
- <https://trustpair.fr/blog/digitalisation-entreprises-avantages-inconvenients/>

<https://www.talend.com/fr/resources/transformation-digitale/>

LES ANNEXES

Les annexes

Annexe 01 :liste de documents a fournir .

Liste de documents à fournir
1. Documents généraux
<ul style="list-style-type: none">• La balance générale des comptes arrêtés au 30/09/2023• Analyse des comptes bilan arrêtés au 30/09/2023• Le grand livre des comptes comptables au 30/09/2023• Les statuts de l'entreprise (en cas de modification)• Le procès verbaux AGEX• Registre de commerce de l'entreprise (en cas de modification)• Etat des litiges tenu par l'entreprise au 30/09/2023• Ensemble des documents juridiques relatifs aux litiges en cours• Conventions effectuées avec l'un des associé de la société (Directement ou indirectement)• Le procès verbal du conseil d'administration tenu courant l'exercice en cours• Toutes nouvelles procédures ou modification des procédures implémentées en 2023• Les provisions de l'exercice 2022 annulées et non reprises• Situation dossier ANDI (Correspondances et autres)
2. Immobilisations
<ul style="list-style-type: none">• Fichier des immobilisations au 30/09/2023 avec calcul des dotations aux amortissements• Méthode et taux d'amortissement retenu par type d'immobilisation• Détail des cessions et acquisitions d'immobilisations au 30/09/2023• Détail des cautionnements versés non encore échus
3. Clients
<ul style="list-style-type: none">• Etat chiffre d'affaires commercial• Détail de facturation (fichier de vente) arrêté au 30/09/2023• Détail de calcul de la provision clients au 30/09/2023• Balance Agée client au 30/09/2023• Balance auxiliaire clients au 30/09/2023• Nouveaux Contrats clients• Liste des nouveaux clients
4. Impôts et taxes
<ul style="list-style-type: none">• Déclarations G50 de l'exercice 2023• Copie des bordereaux d'acomptes provisionnels de l'exercice 2023• Ensemble des correspondances et échanges avec l'administration fiscale• Extrait de rôle

Les annexes

Annexe 02 : matrice d'achat.

Catégorie d'approbation	Limites d'approbation	Acheteur	Directeur Achats	Directeur Financier	Directeur General	
Avances Fournisseurs	<\$500	x	x			
	>=500; <\$2.5k	x	x			
	>=\$2.5k	x	x	x	x	
Ordre d'achats : Contrat d'Achat et commande ^{1,2}	Indirect : <\$2,5k					
	Direct : <\$5k	x				
	Indirect : >=2,5k <150k\$					
	Direct : >=\$5k; <\$150k	x	x			
	>=\$150k; <\$250k	x	x	x		
	>=\$250k	x	x	x	x	
	Dérivées incorporées			x	x	x
	Volume ou part de marche			x	x	x
	Enlèvement ferme			x	x	x
	Escompte au comptant			x	x	x
Paiement d'intérêts			x	x	x	
Paiement a un Fournisseur suite a résiliation de Contrat ou règlement d'un litige ³	<\$25k	x	x			
	>=\$25k	x	x	x	x	

Catégorie d'approbation	Limites d'approbation	Directeur de Département	Directeur Financier	Directeur General
Demande d'Achats ¹	<\$10k	x		
	<\$50k	x	x	
	>=\$50k	x	x	x

Les annexes

Annexe 03 : Bilan d actif.

1. BILAN ACTIF EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 (DA)

BILAN (ACTIF)

LIBELLE	NOTE	BRUT	AMOPROV	NET	NET 2022
ACTIFS NON COURANTS	2				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles		543 498 836,47	261 540 494,47	281 958 342,00	342 211 674,83
Immobilisations corporelles		15 027 240 435,89	2 059 736 635,77	12 967 503 800,12	12 921 196 384,55
Terrains		-	-	-	-
Bâtiments		11 664 480 919,55	1 179 587 865,00	10 484 893 054,55	10 816 971 453,10
Installation Technique, matériel et outillage		3 090 536 103,31	661 910 004,36	2 428 626 098,95	2 032 618 565,39
Autres immobilisations corporelles		272 223 413,03	218 238 766,41	53 984 646,62	71 606 366,06
Immobilisations en concession		-	-	-	-
Immobilisations en cours		567 455 221,03	20 525 133,69	546 930 087,34	502 270 363,39
Immobilisations financières		4 795 939 208,78	-	4 795 939 208,78	5 992 758 891,94
Titres mis en équivalence		-	-	-	-
Autres participations et créances rattachées		-	-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Prêts et autres actifs financiers non courants		14 746 764,71		14 746 764,71	11 726 764,71
Impôts différés actif		4 781 192 444,07		4 781 192 444,07	5 981 032 127,23
TOTAL ACTIF NON COURANT		20 934 133 702,17	2 341 802 263,93	18 592 331 438,24	19 758 437 314,71
ACTIF COURANT					
Stocks et en cours	3	883 990 004,74	759 186,97	883 230 817,77	10 900 440 171,64
Créances et emplois assimilés	4	60 203 084 321,47	-	60 203 084 321,47	57 652 326 237,32
Clients		50 045 977 882,68	-	50 045 977 882,68	50 638 414 399,98
Autres débiteurs		5 329 725 424,49	-	5 329 725 424,49	3 083 456 869,63
Impôts et assimilés		4 827 381 014,30	-	4 827 381 014,30	3 930 454 967,71
Autres créances et emplois assimilés		-	-	-	-
Disponibilités et assimilés	5	472 354 906,88		472 354 906,88	5 616 989 288,71
Placements et autres actifs financiers courants		-	-	-	-
Trésorerie		472 354 906,88	-	472 354 906,88	5 616 989 288,71
TOTAL ACTIF COURANT		61 559 429 233,09	759 186,97	61 558 670 046,12	74 169 755 697,67
TOTAL GENERAL ACTIF		82 493 562 935,26	2 342 561 450,90	80 151 001 484,36	93 928 193 012,38

Annexe 04 :Confirmation client .

DEMANDE DE CONFIRMATION OUVERTE FOURNISSEUR

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'examen de nos comptes de fin d'exercice et à la demande de notre Commissaire aux Comptes, Akram Djamel ZAZOUA, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir établir un relevé de ce qui suit :

- Factures vous étant dues à la date du 31/12/2023 (y incluant si existe les traites non échues que nous avons acceptées), ainsi que, le cas échéant, les avances sur commandes en cours à la même date, le montant des factures correspondant à des livraisons avec clause de réserve de propriété et les livraisons non facturée à cette même date.

Nous vous remercions de préciser dans votre réponse la mention "**néant**" s'il y a lieu.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir adresser ce relevé directement à l'attention de :
Melle KADRAOUI Imene,

Cabinet ZAZOUA Akram Djamel

Expert Comptable Commissaire aux Comptes

22, Rue Abane Ramdane, Alger

Email : i.kadraoui@cabinet-zazoua.dz

Les annexes

Annexe 05 : Bilan passif.

2. BILAN PASSIF EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 (DA)

BILAN (PASSIF)			
LIBELLE	NOTE	2023	2022
CAPITAUX PROPRES	6		
Capital émis		18 027 600 000,00	18 027 600 000,00
Capital non appelé		-1 992 000 000,00	-1 992 000 000,00
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		8 863 873 495,49	2 661 136 852,52
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		3 119 699 949,90	4 835 081 868,17
Autres capitaux propres - Report à nouveau			-632 345 225,20
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		26 019 173 445,39	22 899 473 495,49
PASSIFS NON-COURANTS	7		
Emprunts et dettes financières		6 320 348 050,37	6 320 348 050,37
Impôts (différés et provisionnés)		80 045 817,49	89 898 459,51
Autres dettes non courantes		-	-
Provisions et produits constatés d'avance		373 992 840,40	145 605 911,00
TOTAL II		6 774 386 708,26	6 555 852 420,88
PASSIFS COURANTS :	8		
Fournisseurs et comptes rattachés		25 426 559 691,02	40 703 215 432,41
Impôts		4 206 319 170,10	11 046 792 324,24
Autres dettes		14 300 712 091,59	12 722 859 339,36
Trésorerie passif		3 423 850 378,00	
TOTAL III		47 357 441 330,71	64 472 867 096,01
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		80 151 001 484,36	93 928 193 012,38

Les annexes

Annexe 06 : Comptes de résultats.

3. COMPTES DE RESULTATS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 (DA)

COMPTE DE RESULTAT/NATURE		
LIBELLE	2023	2022
Ventes et produits annexes	54 975 399 437,95	50 393 866 410,08
Variation stocks produits finis et en cours	-1 214 252 414,43	1 005 827 671,30
Production immobilisée	747 170,58	
Subventions d'exploitation		
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE	53 761 894 194,10	51 399 694 081,38
Achats consommés	-20 870 375 034,88	-19 058 588 483,62
Services extérieurs et autres consommations	-25 719 979 167,58	-23 730 899 605,90
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE	-46 590 354 202,46	-42 789 488 089,52
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)	7 171 539 991,64	8 610 205 991,86
Charges de personnel	-594 316 046,93	-597 596 366,07
Impôts, taxes et versements assimilés	-1 706 540 491,65	-1 811 615 129,54
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 870 683 453,06	6 200 994 476,25
Autres produits opérationnels	18 897 745,88	8 265 284,05
Autres charges opérationnelles	-17 023 777,70	-20 299 425,14
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	-910 749 927,87	-706 870 620,69
Reprise sur pertes de valeur et provisions	23 637 950,13	13 990,75
V- RESULTAT OPERATIONNEL	3 985 445 443,50	5 482 103 705,22
Produits financiers	1 695 708 367,24	1 501 612 549,85
Charges financières	-1 371 466 819,70	-1 406 326 236,51
VI-RESULTAT FINANCIER	324 241 547,54	95 286 313,34
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	4 309 686 991,04	5 577 390 018,56
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-	-5 248 370 718,49
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-1 189 987 041,14	4 506 062 568,10
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	55 500 138 257,35	52 909 585 906,03
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	-52 380 438 307,45	-48 074 504 037,86
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	3 119 699 949,90	4 835 081 868,17
Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)		
Éléments extraordinaires (charges) (à préciser)		
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE		
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	3 119 699 949,90	4 835 081 868,17

Annexe 07 : Tableau de flux de trésorerie.

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (Méthode directe) EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 (DA)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE			
LIBELLE	NOTE	2023	2022
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		66 278 937 358,18	39 225 255 875,99
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		-74 377 103 038,96	-46 868 942 831,91
Intérêts et autres frais financiers payés		- 5 737 382 959,23	- 663 880 852,39
Impôts sur les résultats payés		-	- 709 481 867,95
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		-13 835 528 640,01	- 9 017 049 476,26
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires		27 447 371,41	1 082 261,56
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		- 13 808 081 268,60	- 9 015 967 214,70
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles ou incorporelles		- 397 754 290,59	- 514 343 607,56
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles		-	-
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations financières		- 2 240 000,00	- 60 000,00
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		120 000,00	113 000,00
Intérêts encaissés sur placements financiers		5 639 584 799,36	534 293 557,61
Dividendes et quote-part de résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissements (B)		5 239 710 508,77	20 002 950,05
Flux de trésorerie provenant des activités de financements			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectuées		- 114 000,00	- 153 000,00
Encaissements provenant d'emprunts		2 199 247 107,03	6 568 502 537,64
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		- 2 199 247 107,03	- 6 462 395 419,54
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		- 114 000,00	105 954 118,10
Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasiliquidités			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		- 8 568 530 759,83	- 8 890 010 146,55
Trésorerie ou équivalent de trésorerie au début de la période		5 616 989 288,71	14 506 999 435,26
Trésorerie ou équivalent de trésorerie à la fin de la période		- 2 951 495 471,12	5 616 989 288,71
Variation de la trésorerie de la période		- 8 568 484 759,83	- 8 890 010 146,55
Rapprochement avec le résultat comptable		- 11 688 184 709,73	- 13 725 092 014,72

Les annexes

Annexe 08 : Tableau variation des capitaux propres.

5. TABLEAU DE VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES « EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023 (DA) »

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES "2023"

	<u>NOTE</u>	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émissions</u>	<u>Ecart d'évaluation</u>	<u>Ecart de réévaluation</u>	<u>Réserves et résultat</u>
II. SOLDE DE CLÔTURE, ANNEE 2021	6	16 035 600 000,00	0,00	0,00	0,00	2 661 136 852,52
Changements de méthodes comptables affectant les capitaux propres						
Erreurs affectant les capitaux propres						-632 345 225,21
Réévaluation des immobilisations						
Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats						
Dividendes payés						
augmentation de capital						
Résultat net de l'exercice	9					4 835 081 868,17
III. SOLDE DE CLÔTURE, ANNEE 2022	6	16 035 600 000,00	0,00	0,00	0,00	6 863 873 495,48
Changements de méthodes comptables affectant les capitaux propres						
Erreurs affectant les capitaux propres						
Réévaluation des immobilisations						
Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats						
Dividendes payés						
augmentation de capital						
Résultat net de l'exercice	9					3 119 699 949,90
III. SOLDE DE CLÔTURE, ANNEE 2023	6	16 035 600 000,00	0,00	0,00	0,00	9 983 573 445,38